

# Rouge

Citroën passe à l'acte :  
26 O.S. réprimés  
à Aulnay

p.4

M 1578 N° 10516 F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 18 au 24 fév. 1983

**L**A droite pue le scandale financier. On connaissait les spéculations immobilières de Chirac à Paris. D'autres magouilles s'ajoutent, comme à Aix-en-Provence où le maire sortant passe la main pour n'avoir pas à se disculper. Dernier en date, révélé par « le Matin », un détournement de fonds (deux à trois milliards de centimes) effectué par un ami de Lecanuet, P-DG du « centre de formation des personnels communaux ». Arreckx, maire de Toulon, et la municipalité Baudis de Toulouse sont mouillés.

Tous les moyens leur sont bons, comme l'utilisation du fichier des HLM de Paris par le RPR, révélée par « le Canard enchaîné » et « Rouge ». L'hésitation de ces va-t-en-guerre du RPR et de l'UDF, pourtant, se fait jour. « Et si on avait eu tort de dire qu'on allait gagner », se demandent les idéologues de cette droite essoufflée. Aussi, Chirac trépigne dans ses meetings, vocifère, l'insulte plus violente à la bouche. Mais la belle certitude d'obtenir un raz-de-marée à droite n'y est plus.



**S**il la droite parle haut et fort, le gouvernement, lui, chuchote. Parmi les ministres socialistes et communistes, on ne parle plus que « rigueur ». Et dire qu'ils sont arrivés au pouvoir au nom du changement ! En fait, PS et PC attendent l'après-municipales pour mettre en route un second plan d'austérité. La seule divergence actuelle qui oppose Maire et Rocard à Mauroy et Delors, c'est la dose de rigueur. Remède de cheval ou traitement plus mesuré, se demandent doctement nos ministres. Mais tous sont d'accord pour continuer la même politique et leur politique c'est l'austérité. Elle nous a déjà coûté fort cher. Les 11,3 % d'augmentation des prix de 1982 (indice CGT) ont dépassé les salaires bloqués, puis encadrés. L'indexation des salaires sur la hausse des prix a été cassée, et le SMIC se traîne à 3 000 F nets. Qui peut vivre avec ça ? L'UNEDIC indemnise moins cher et moins longtemps toujours plus de chômeurs. Et pour compter ces chômeurs, le gouvernement utilise les mêmes statistiques truquées que du temps de Barre et Giscard.

Dans le secret de leurs cabinets ministériels, ils nous préparent de nouvelles attaques contre la protection sociale et le pouvoir d'achat. Dans le même temps, le gouvernement accordera aux patrons de nouveaux allègements de charges sociales. Quant aux travailleurs qui voudraient faire grève pour leur salaire, le gouvernement les a avertis, en permettant que la répression s'abatte, à Renault et Citroën, sur les OS immigrés.



**P**AR nos listes « LA VOIX DES TRAVAILLEURS CONTRE L'AUSTERITE », nous disons : oui, une autre politique est possible ; à condition de rejeter totalement le jeu capitaliste, les impératifs nationaux et internationaux de la loi du profit patronal. C'est pour cette politique, dont le seul fondement est la satisfaction des besoins des travailleurs, qu'il nous faut préparer la mobilisation, le seul outil qu'ont les travailleurs pour imposer le vrai changement. C'est le sens de nos listes, présentes dans 81 grandes villes : barrer la route à la droite, sans voter pour l'austérité de gauche.

Le 6 mars, soutenez ces listes, présentées par Lutte ouvrière et la LCR. VOTEZ ET FAITES VOTER POUR ELLES.

## Le 6 mars

### Barrez la route à la droite

### Refusez l'austérité du gouvernement

## Votez pour

**La voix des travailleurs  
contre l'austérité**

### PARIS-CHIRAC Rouge révèle de nouvelles combines

p.6/7

## Nantes : le PCI «plaide coupable»

DANS le dernier numéro de *Rouge*, nous écrivions : « Dans la liste "Nantes d'abord", des militants du PCI se retrouvent aux côtés de notables longtemps alliés à la droite » et nous demandions que la direction nationale du PCI donne clairement sa position à ce propos.

La réponse est venue dans le numéro d'*Informations ouvrières* qui a suivi : « Le PCI soutient la liste "Nantes d'abord"... » La chose est grave. Nos désaccords avec le PCI sont connus et importants. Il a refusé, malgré nos propositions, toutes discussions visant à l'associer aux listes unitaires des révolutionnaires soutenues par la LCR et LO et a préféré constituer des listes « d'unité ouvrière » qui cachent mal son opportunisme par rapport à l'Union de la gauche.

Ainsi, sous prétexte que « le mandat est respecté », on voit le PCI retirer sa liste à Nantes-la-Jolie où le maire PS sortant s'est prononcé « pour la laïcité ». Que ce maire n'ait rien dit sur la politique de « rigueur » du gouvernement n'est pas pour gêner le PCI...

Dans les circonscriptions où les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » ne seront pas présentes, la LCR appellera à voter pour les listes qui défendront les revendications ouvrières, l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, tout en refusant la politique d'austérité du gouvernement. Dans ce cadre, nous ferons localement voter pour des listes « d'unité ouvrière ».

Le problème, c'est que la liste « Nantes d'abord » ne rentre pas dans cette catégorie-là.

« Nantes d'abord » est conduite par un vieux politicien local, Routier-Preuvost, il a été « maire adjoint » sous les deux mandats successifs d'André Morice, personnalité bien connue de la droite locale. Il a fait scission du PS au moment du rapprochement avec le PC pour, avec Hinterman, créer le Parti social-démocrate qui a dérivé vers l'UDF. Il s'est retrouvé, toujours avec son ami Chauvel, dans la liste de droite dirigée par A. Morice qui a été battue par la gauche aux municipales de 1977.

*Informations ouvrières* explique pudiquement : « A Nantes, deux listes se présenteront conduites par des membres ou d'anciens membres du PS. Celle conduite par A. Chenard (PS, maire sortant) et celle conduite par A. Routier-Preuvost (...). Et Routier et Chenard ont été conseillers municipaux à l'époque où le dénommé A. Morice était maire de Nantes (...) Du passé de Chenard, Artous fait table rase. »

Le problème n'est pas de juger du passé ou des qualités d'un individu mais d'une trajectoire politique. A. Routier-Preuvost a rompu avec le PS et s'est présenté contre la liste Union de la gauche aux

municipales de 1977, sur une liste de droite.

Comment qualifier actuellement un tel individu, sinon de politicien bourgeois, de notable local qui a rompu tout lien avec le mouvement ouvrier.

« Informations ouvrières » explique que, contrairement à Alain Chenard, la liste de Routier-Preuvost a pris position pour les principales revendications. Il est toujours facile pour des politiciens de faire des déclarations ! Revenons sur la laïcité que le PCI juge décisive. Certes, la liste « Nantes d'abord » affirme que « la religion est une affaire privée et doit demeurer telle ». Mais elle explique aussi, comme nous le disions dans le dernier *Rouge*, que « le problème de l'école (...) est un problème de gouvernement, en aucun cas un problème municipal » et en attendant que « le gouvernement actuel change la loi, la loi doit être appliquée ». la loi Guermeur, sans doute !

Routier-Preuvost et son collègue Chauvel s'expriment de toute façon clairement dans leur feuille locale *Socialisme et Liberté* : « Si l'on en vient à la France, il nous faut constater que l'habile et diabolique travail de sape entrepris au sein même de l'Etat, grâce à la présence, dans le gouvernement même, de quatre représentants du Parti communiste, passe complètement inaperçu... Le Parti socialiste a publiquement mené avec le PC, à propos de la présentation commune aux municipales, des négociations dont il se déclare très satisfait. Ainsi se poursuit l'alliance du PS avec le parti qui proclame "positive" l'abominable politique conduite en URSS depuis 65 ans par le parti de Lénine et de Staline... Jamais, on peut l'affirmer, à aucun moment de son histoire, aux plus grandes réussites électorales, le PC n'a disposé de telles facultés de saper, de l'intérieur, les institutions républicaines... » (Numéro de janvier-février 1983.)

Voilà qui n'empêche pas *Informations ouvrières* d'écrire : « Parce qu'il se prononce en faveur des mots d'ordre et des revendications des masses laborieuses et de la jeunesse qui ouvrent la voie à la mobilisation populaire pour que la majorité PS-PCF rompe avec une politique dictée par le CNPF, le PCI soutient en effet la liste "Nantes d'abord". »

Pour essayer de trouver une porte de sortie, *Informations ouvrières* explique que, à Nantes, la LCR soutient la liste Union de la gauche d'A. Chenard. En oubliant tout simplement qu'existe une liste « La voix des travailleurs contre l'austérité » ! Oubli révélateur d'une certaine gêne.

Les militants du PCI vont-ils accepter de soutenir une liste conduite par des politiciens bourgeois anticommunistes ? Cyniquement, *Informations ouvrières* préfère expliquer : « Nous plaidons coupable. »

Antoine Artous

## Vendredi 4 mars

à la veille du 1<sup>er</sup> tour

# GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE

organisé par la

Ligue communiste révolutionnaire

et Lutte ouvrière

avec

Arlette Laguiller

et Alain Krivine

20 heures  
Square de Choisy

Sous chapiteau

Métro Place d'Italie ou Tolbiac à 300 m de la place d'Italie par l'avenue de Choisy

## PAYSANS Rompre avec la FNSEA, l'exemple de la Dordogne

La Dordogne fait partie des départements où la FNSEA est dominée par le PS. Celle-ci participe au « Comité de Guéret » qui depuis 1953 regroupe 18 FNSEA « de gauche ». Le président de ce comité est d'ailleurs depuis l'an dernier C. Platon, militant socialiste et ancien président de la FNSEA 24, laquelle fait en même temps partie de l'« inter-paysanne » qui regroupe les fédérations à direction socialisante.

Le PCF est bien présent lui aussi dans la fédération départementale dont la direction cumule les mandats dans différentes instances départementales. Aucune tentative de créer le MODEF n'a eu lieu. La droite, elle, détient quelques mandats, en particulier chez les producteurs de lait.

Pour ces premières élections à la proportionnelle, la FNSEA a centré sa campagne sur le thème de l'unité syndicale, réservant ses coups au nouveau Syndicat des travailleurs paysans, dont les responsables sont le plus souvent d'anciens militants du Centre des jeunes agriculteurs ou de la FNSEA-viticulture, ayant rompu avec le corporatisme.

Par contre, la FNSEA n'a pratiquement rien dit sur la liste qui s'est lancée sur sa droite, le « Mouvement pour la défense d'une agriculture libre » (MODAL), composé essentiellement de membres, voire de responsables, FNSEA. Le MODAL n'a pas quitté la FNSEA et s'est bien gardé de la critiquer de front. Il a fait

une campagne poujadiste, dénonçant le cumul des mandats politiques et syndicaux et attaquant la politique d'Edith Cresson qui menacerait les campagnes d'une collectivisation rapide ! La droite avait donc deux fers au feu, certains continuant de soutenir la FNSEA au nom de l'unité, les autres cherchant à capter le mécontentement avec une liste séparée, contre le gouvernement.

Résultat ? Les travailleurs-paysans, avec 14 %, gagnent 3 sièges. Le MODAL obtient 33 % et 7 sièges et la FNSEA, avec 53 % (12 sièges), ne peut empêcher la direction FNSEA et Guillaume de comptabiliser également ses voix.

Certes, le PS garde le contrôle, avec les élus des autres collèges, de la chambre. Mais la droite a pris conscience de sa force et les travailleurs-paysans, malgré une implantation trop localisée, ont réussi une percée. La FNSEA 24 ne peut plus échapper à la question : que signifie soutenir en même temps les revendications de la FNSEA et celles, contradictoires, du programme socialiste ? Est-il possible d'être « de gauche » et d'affirmer avec Guillaume « l'unité des agriculteurs » ? Il faut rompre avec la FNSEA.

R. Devaneuse

## PAYSAN Elections aux chambres d'agriculture Droite : un recul confirmé

Les élections aux chambres d'agriculture ont eu lieu le 28 janvier. La droite a crié trop tôt victoire à la lecture des premiers résultats (cf. *Rouge* 4

février). Les chiffres définitifs confirment son recul.

• Chez les ouvriers agricoles, la CFDT reste faiblement majoritaire, talonnée par la CGT. Le fait le plus marquant reste l'abstention : près de 52 %. Le vote avait lieu un jour ouvrable. Les ouvriers agricoles, la fraction la plus éparpillée et la plus exploitée du prolétariat, étaient d'ailleurs loin d'être tous inscrits.

• Chez les salariés du « paragricole » (ce qui recouvre les organismes de service de l'agriculture), la CFDT garde sa prééminence traditionnelle et améliore un peu son score des prud'homales. Dans ce collège aussi, l'abstention est forte. N'est-ce pas aussi une marque de défiance des salariés envers une institution où ils sont gérés par une majorité... de leurs employeurs ?

• Chez les exploitants, les chiffres définitifs amplifient ce que nous écrivions le 4 février. La FNSEA encore majoritaire est en léger recul (61 %). Les trois organisations liées au mouvement ouvrier (MODEF,

FNSP, CNSTP) totalisent 29,13, entre 5 et 10 % chacune et il faut ajouter que des courants liés au PS et au PCF sont encore présents dans les FNSEA. La nécessité de regrouper ces forces, de rompre avec le syndicalisme corporatif et la droite n'en apparaît que mieux. La percée limitée mais indiscutable de la Confédération des travailleurs-paysans (CNSTP) est une indication précieuse sur l'audience que peut rencontrer un courant qui maintient son indépendance vis-à-vis du gouvernement sur les revendications essentielles et qui se bat clairement contre la droite.

## REPERES

D EPUIS l'incarcération de Klaus Barbie, on assiste à une tentative insidieuse de banalisation des crimes du nazisme. Bien sûr, personne ne prend ouvertement la défense du « boucher de Lyon » et de ses semblables. Mais, ici et là, fleurissent des articles aux objectifs plus qu'ambigus. Après Henry Amouroux qui tente de nous convaincre qu'entre 1940 et 1945, la France était en guerre civile, c'est dans le *Figaro Magazine* du 12 février qu'Alain Griotteray part des mêmes considérations : « Au risque de choquer, j'affirme que Barbie n'a fait, sinon que son devoir, du moins que son boulot, son sale boulot, en arrêtant Jean Moulin. »

Oui, de telles affirmations sont choquantes. Peu importe que leur auteur s'indigne, quelques lignes plus bas, de l'assassinat de « malheureux enfants juifs ». Ces propos reviennent, qu'on le veuille ou non, à mettre sur le même plan les tortionnaires et ceux qui leur résistèrent. Dans cette logique, certains n'ont pas hésité à franchir les limites de la décence en invoquant le pêle-mêle, « les assassins qui égorgèrent au nom du FLN » et les « criminels de guerre et de paix cambodgiens, argentins, chiliens, soviétiques ». La boucle est bouclée. Ceux qui subissent l'oppression, qui sont contraints d'y faire face les armes à la main, et leurs bourreaux sont renvoyés dos à dos.

Le nazisme ne fut ni une parenthèse tragique dans l'histoire de l'humanité ni une abomination parmi bien d'autres. Hitler et ses complices ont poussé à l'extrême la barbarie pour répondre à la formidable crise économique et sociale du capitalisme des années trente. La bourgeoisie allemande n'y a pas trouvé d'autre issue que la guerre, la conquête de nouveaux territoires, l'écrasement de la classe ouvrière et l'extermination systématique de caté-

gories entières de populations pour des raisons de race, de nationalité ou d'opinion.

Les peuples — à commencer, on l'oublie trop souvent, par le peuple allemand — ont payé un trop lourd tribut, pour que l'on accepte de relativiser maintenant les horreurs du fascisme. D'autant que si les figures les plus en vue du III<sup>e</sup> Reich ont été exécutées, nombre d'autres courent encore et ont mis leurs talents de tortionnaires et de liquidateurs du mouvement ouvrier au service d'autres maîtres. Walter Rauff, le sinistre inventeur des chambres à gaz ambulantes, a été employé par Pinochet. Et lors d'une récente émission télévisée, un ancien nazi réfugié en Amérique latine proclamait sa reconnaissance envers le dictateur du Paraguay, le général Stroessner.

Les bourreaux ont fait des émules. Et pas seulement dans des Etats sanguinaires reculés. N'ont-ils pas mérité le nom de gestapistes, les tortionnaires de la Villa Susini en Algérie ou ceux qui furent à l'origine du charnier découvert récemment dans les Aurès ? Ne torture-t-on pas à la chaîne en Turquie, au Maroc ou au Salvador ? Sharon et Begin, qui se veulent pourtant les héritiers des six millions de Juifs déportés et gazés, ne viennent-ils pas d'appliquer un plan systématique de terreur contre les Palestiniens du Liban ?

Ces crimes ont évidemment une ampleur bien moindre que le génocide hitlérien. Ils procèdent néanmoins d'une logique parallèle qui ne disparaîtra qu'avec l'ordre capitaliste lui-même. C'est la raison pour laquelle il convient de refuser l'« oubli », le pardon, et d'exiger que toute la lumière soit faite sur les atrocités nazies encore inconnues et sur ceux qui s'en sont fait les complices.

Christian Picquet

### NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
<b>1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
<b>2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES</b> 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
<b>3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE»</b> 6 mois = 24 numéros	150 F		
<b>4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Formule choisie : \_\_\_\_\_

Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108  
Montreuil  
Tél : 859 00 80

*Rouge*

- Edite par la société Presse/Edition Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographique, Montreuil Tel : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Tel : 859 00 80 (lignes groupées)

# Sous la rigueur, l'austérité

**F**ACE à la crise, Jacques Delors, faute d'inventer une politique, a créé un mot. Celui de « rigueur ».

Attrapés ceux qui se réfèrent au dictionnaire pour s'enquérir de la différence entre « rigueur » et « austérité ». Puisque, exemple parmi d'autres, le *Petit Robert* nous explique qu'austérité veut dire : sévérité, dureté, rigidité... rigueur. Et que rigueur signifie : sévérité, dureté extrême ! Bien malin donc qui verrait la différence. Ce qui, au demeurant, ne prouve qu'une chose : la malignité de Delors. Car, précisément, l'important est là : remplacer un mot par un autre, qui a le même sens, qui renvoie à la même réalité, mais qui n'est pas le même mot !

Celui d'austérité fait immédiatement songer aux politiques de Reagan et de Thatcher, qui ne sont point nos amis, et, en France, il a fâcheusement gardé l'empreinte de Barre. Bref, un mot sale et grasseyé.

A l'inverse, celui de rigueur apparaît neuf et fringant. A l'image du ministre lui-même.

Du coup, tous les efforts sont tendus pour imposer une évidence : pas plus Delors ne ressemble à Barre, pas plus la rigueur du jour n'a à voir avec l'austérité de la veille.

D'ailleurs, les dirigeants du PCF qui, il y a peu, guerroyaient vigoureusement contre « l'austérité de droite », et ne manquaient pas de fermeté pour prévenir contre une menaçante « austérité de gauche », ne sont-ils pas les plus prompts à nous certifier que la rigueur gouvernementale n'est pas austérité ? « *La rigueur peut s'imposer, en raison de la marge étroite existant actuellement* », explique Juquin, pour préciser qu'elle « *ne doit pas aller vers l'austérité* » !

Donc, retirons ce mot d'austérité qui blesse les oreilles gouvernementales ! Le message est passé. « Point d'austérité ! Point d'austérité ! Seulement de la rigueur ! » C'est la joyeuse farandole des ministres, sur l'air des sacrifices librement consentis.

## Un double avantage

Outre ce démarquage par rapport au passé, la notion de ri-



gueur présente un double avantage.

Il suffit de lire nos ministres, qui, de près ou de loin, sont tous économistes, pour découvrir le premier. Alors que l'austérité crée une situation, un état, quasi une manière de vivre, la rigueur, elle, est quantifiable. D'aucuns s'insurgeront pour réclamer « moins de rigueur », d'autres, à l'inverse, exigeront « plus de rigueur ». C'est au choix ! Un choix qui autorise Mauroy, le Sage de Matignon, à penser que le mieux est justement de ne pas choisir, pour s'écarter également du trop et du trop peu. « *Il faut comprendre*, explique-t-il dans *l'Unité*, *que toute notre politique économique repose sur un équilibre particulièrement fragile et que nous devons donc agir avec la plus extrême précaution : un*

*excès de rigueur entraînerait une nouvelle poussée de chômage, un manque de rigueur laisserait repartir l'inflation !* » Mauroy est tellement satisfait de sa formule qu'il n'hésite pas, dans le même interview, à la répéter une seconde fois. Faute d'une troisième variation, avouons franchement notre déception : cette perspective ne nous apparaît pas marquée au coin de... la rigueur !

Par ailleurs, contrairement à la définition que donne *Littre* de la notion traditionnelle de l'austérité (« *manière de vivre rigoureuse à soi-même* »), chacun sait que l'austérité, au sens économique du terme, concerne surtout les autres. Or, là encore, la notion de rigueur permet d'innover. Puisque, si l'on en croit Edmond Maire, rien n'interdit de rêver à une

« *rigueur sélective* » qui frapperait plus durement les plus nantis, au plus grand bien des moins favorisés. C'est la rigueur à la sauce « *nouvelles solidarités* »...

L'argument peut paraître séduisant.

Il est, en fait, peu reluisant.

Alain Vernholes, dans *le Monde* des 13 et 14 février, explique que la démarche d'E. Maire lui apparaît « *d'avantage marquée par l'exigence morale que par l'observation des faits* ». Ce distingué commentateur de la politique gouvernementale, et admirateur de Delors, étaye son constat de deux arguments. Le premier étant que « *les inégalités les plus chocantes sont celles procurées par la fortune et non par les revenus* » et qu'il est impossible, après l'échec de l'impôt

sur la fortune, de s'attaquer au problème. le second repose sur ce qui, pour Alain Vernholes, est aussi une évidence : l'impossibilité d'envisager une forte augmentation de l'impôt sur le revenu. Il se sent autorisé, pour avancer une telle affirmation, de se revendiquer de Delors lui-même.

## « Mais la franchise plaît, et non l'austérité » (Voltaire)

Maire et Rocard aiment, disent-ils, à « parler clair ». Serait-ce trop leur demander de parfois « entendre net » ? Aux yeux de ceux qui sont experts, les inégalités étant ce qu'elles sont, et la politique gouvernementale ce qu'elle est, plus de rigueur pour les plus favorisés serait excès condamnable. Dès lors, à quoi se réduit l'invocation à un « *deuxième plan de rigueur* » ? Sinon à un appel à une augmentation de l'austérité pour les travailleurs — y compris les plus défavorisés ! Puisque, Edmond, même dans les discours du secrétaire général de la CFDT, les digues protectrices ne sont dressées que pour être immédiatement submergées. Tartufferies mises de côté, rigueur, efforts ou sacrifices, c'est bien d'austérité qu'il s'agit.

Il peut y avoir, en la matière, des politiques plus ou moins draconiennes, mais c'est bien sur cette voie que le gouvernement est engagé. Baisse du pouvoir d'achat, diminution des prestations sociales pour alléger les charges des entreprises, coupes claires dans les budgets sociaux, tout cela veut dire une chose : diminuer la part des salaires pour favoriser les profits. En d'autres termes : faire payer la crise aux travailleurs.

La logique est claire. Elle peut être infernale. La dénonciation — aux relents racistes — des travailleurs de l'automobile, coupables du délit de grève, donne le ton !

A dire clairement que c'est d'austérité qu'il s'agit, on voit plus immédiatement quelle réponse les travailleurs doivent donner : le refus, appuyé sur le combat.

Francis Sitel

## P. Mauroy ou la juste mesure

**P**OUR son 500<sup>e</sup> numéro, *l'Unité*, hebdomadaire du Parti socialiste, publie un très long entretien avec Pierre Mauroy. C'est un pot pourri des thèmes qui sont chers au Premier ministre : le gouvernement qui a beaucoup fait, qui n'a pu faire plus ni plus vite à cause des contraintes économiques, la conviction que le PS incarne de grandes idées et de grandes espérances... Agrémenté d'un album de photos où l'on voit Mauroy avec Mitterrand, Mauroy avec Walesa, Mauroy avec les ministres, Mauroy en famille et Mauroy tout seul...

Qu'en retenir ? Que Mauroy se présente comme l'homme de la juste mesure, ennemi des excès dans un sens ou dans l'autre, apôtre du « ni trop ni trop peu »...

S'il y a des « déçus du socialisme », est-ce parce qu'il y a trop ou pas assez de changement ? Réponse de Mauroy : « *Je serais ten-*

*té de vous répondre qu'il doit y avoir un peu des deux.* »

Y a-t-il trop de cadeaux au patronat ? Réponse : « *Il n'est pas question pour le gouvernement de faire des cadeaux à qui que ce soit, vous le savez bien. Je connais la dialectique historique qui s'est établie entre le mouvement ouvrier et le patronat. Cette histoire c'est la nôtre et je ne l'oublie pas.* »

Mauroy est-il partisan de plus ou moins de rigueur ? Réponse : « *Cette politique exige un équilibre soigneux. Trop de rigueur provoquerait une nouvelle flambée de chômage, et pas assez entraînerait une remontée de notre rythme d'inflation.* »

On retiendra, pour prendre date, que Mauroy se prononce nettement sur la question du pouvoir d'achat : « *Changer la vie, cela suppose, par exemple aujourd'hui, maintenir le pouvoir d'achat...* » Dont acte !

Position audacieuse puisque, en même temps, Mauroy assume la politique de rigueur du gouvernement : « *La rigueur, oui, elle est nécessaire au maintien de nos grands équilibres économiques. C'est la raison pour laquelle j'ai fait ce choix, par exemple en bloquant les prix et les revenus ce qu'aucun gouvernement n'avait osé faire.* »

Du coup, Mauroy ne manque pas de prudence lorsqu'il explique longuement que, selon lui, et conformément aux institutions, les élections municipales et un possible échec essuyé par la majorité ne sauraient mettre en cause la politique gouvernementale !

Ce qui peut prêter à débat. Des débats dont Mauroy n'est guère friand lorsqu'ils partagent la majorité : « *Le débat sur la rigueur il est donc entre la droite et la gauche. Il n'est pas au sein de la gauche et, encore moins, au sein du gouvernement.* » Soit !



# Citroën, il faut empêcher les patrons de licencier

**A** Citroën-Aulnay et à Renault-Flins, c'est toujours la répression qui est à l'ordre du jour. Le secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay et trente OS immigrés CGT, ainsi que trois délégués CFDT de Renault-Flins sont toujours menacés de licenciement. Derrière les directions de ces deux entreprises, c'est le gouvernement et son ministre du Travail qui définissent la ligne à suivre. Voilà comment, à quelques semaines des élections municipales, le gouvernement entend clore la vague de luttes qui a secoué l'industrie automobile de la région parisienne. Pour la première fois depuis le 10 mai 1981, dans une lutte sociale d'envergure, il monte en première ligne pour couvrir publiquement des

opérations de licenciement contre des militants CGT et CFDT.

Cette politique gouvernementale vise un double objectif : enrayer de nouvelles vagues de grève des usines de l'automobile par la répression ; avertir les autres secteurs de la classe ouvrière, en préparant, par des mesures de répression sélective contre les immigrés, le terrain pour un nouveau plan d'austérité.

Une politique d'austérité ne peut s'accompagner tôt ou tard que d'une politique de répression.

En effet, tout est fait aujourd'hui pour effacer de la conscience ou-

vière le fait qu'à Renault les ouvriers ont réussi à s'opposer victorieusement à des propositions salariales, applications pures et simples des plans d'austérité gouvernementaux. L'« effet Renault », c'est la crainte du CNPF selon *le Monde* du 16 février. Mais le résultat tangible est là : par la grève, contre les patrons, malgré le refus des directions confédérales d'engager le combat, il est possible de gagner. C'est ce qu'ont démontré quelques centaines d'OS des ateliers de peinture et de sellerie des usines de Flins et Billancourt.

Pour éviter que cette lutte devienne exemplaire pour le reste des travailleurs, le gouvernement a mis en cause les travailleurs immigrés en expliquant qu'ils étaient manipulés de l'extérieur par des groupes religieux. Ce n'était pas pour gagner sur des revendications qu'ils étaient partis en grève, mais par fanatisme religieux. Telle est la thèse scandaleuse énoncée par le Premier ministre lui-même à l'adresse d'ouvriers auxquels on continue de refuser, contrairement aux promesses, le droit de vote. Il ne faut pas se cacher les yeux : sous le rouleau compresseur de cette campagne initiée par des ministres « socialistes » et relayée par tous les moyens d'information pro-patronaux, c'est la division de la classe ouvrière que recherche le gouvernement.



Parce que cette campagne odieuse n'a pas eu de riposte à la hauteur, le gouvernement a pu passer à une seconde phase de sa contre-offensive : montrer que gagner sur des revendications pouvait coûter cher. Les OS de Citroën-Aulnay payent pour la victoire des OS de Renault. Tel est le sens des licenciements envisagés par la direction de Citroën avec l'accord du ministère du Travail. Cette opération se développe alors que la direction confédérale de la CGT se refuse à tout affrontement avec les initiateurs de ces licenciements. Dans le langage codé entre patronat et bureaucratie syndicale, la CGT laisse faire. Elle laisse tomber la base la plus combative pour s'opposer aux plans d'austérité.

Billancourt, Flins, Chausson-Gennevilliers, Citroën-Nanterre, Levallois et Aulnay : cette vague de luttes aura révélé les limites du contrôle des appareils des organisations ouvrières

dans les usines de l'automobile, en même temps qu'un mouvement des travailleurs pour prendre en charge leurs propres affaires, en se tournant vers les délégués syndicaux combattifs CGT et CFDT pour la conduite de leurs luttes, comme en constituant des commissions de travailleurs en sellerie à Billancourt, des commissions d'organisation à Chausson.

Voilà qui explique ce nouveau consensus contre les OS immigrés. L'affirmation militante de la solidarité de toute la classe ouvrière envers les OS aujourd'hui frappés par la répression est partie intégrante du combat contre l'austérité. Il convient de le rappeler sans relâche à ceux qui ont été élus le 10 mai pour le changement et pas pour s'entendre avec les patrons de Citroën sur le dos des ouvriers immigrés.

J.-Cl. Bernard  
F. Ollivier

## PROTESTATIONS DANS LA CGT

L'USTM CGT de Seine-Maritime s'élève contre les propos du ministre du Travail : « Pendant de trop nombreuses années, les travailleurs de Citroën ont eu à faire face à une exploitation féroce, à une répression sauvage... Ils ont mené chez Citroën de puissantes luttes, pour que leur situation ne soit plus comme avant le 10 mai 1981... Il est inadmissible que le ministre du Travail ne prenne pas en compte l'ensemble de la situation et qu'il s'en prenne à la CGT avec des propos que ne renieraient pas ses prédécesseurs... » Protestation également du syndicat national CGT de l'INSEE qui soutient « la demande de création d'une commission d'enquête présentée par la CGT Aulnay » et réclame, dans l'immédiat « la levée des sanctions ».

**DERNIERE MINUTE :** l'ordre Citroën impose huit licenciements et quatorze mises à pied d'une semaine. Le patron demande en plus quatre têtes, celles de quatre délégués CGT, dont le secrétaire du syndicat Akka Ghazi. L'inspection du Travail doit donner sa réponse incessamment.

Contre cette provocation patronat-CSL, il faut une riposte unitaire du mouvement ouvrier.

Il faut une manifestation centrale, à Paris, notamment, des

syndicats ouvriers, CGT et CFDT, pour dresser un mur de solidarité autour des 26 réprimés.

Auroux, ministre du Travail, a tous les pouvoirs pour refuser les licenciements demandés, annuler ceux prononcés et casser les mises à pied. Qu'il le fasse sans délai.

Solidarité avec les OS de Citroën.

Travailleurs français/immigrés, même patron même combat !



Akka Ghazi, secrétaire de la CGT licencié.

- Pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.
- Pour la liberté d'expression des travailleurs immigrés.

- Pour la satisfaction des revendications des travailleurs en grève, français ou immigrés.
- Pour que Ben Bella puisse sé-

journer et s'exprimer librement en France.

Meeting le samedi 19 février, à 14 heures à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor 75005 Paris.

A l'appel de : CTA, AMF, UTIT, UGTSF, FETRANI, Riposte à la répression en Algérie.

## Chausson-Gennevilliers : reprise sur un fond de succès

Chausson-Gennevilliers : reprise du travail sur fond de succès.

15 février : par un vote à bulletin secret, 479 grévistes ont voté la reprise contre 115. Le résultat, donné en assemblée générale, a été l'occasion de réaffirmer l'unité syndicale et l'unité des travailleurs, Français et immigrés. Notre camarade Gérard Vidal indique les données de la reprise.

### • Qu'avez-vous obtenu ?

— Ce n'est pas la lune. Mais c'est un compromis acceptable, après un mois de grève. L'augmentation des salaires sera de 8 % pour l'année. En plus, deux augmentations intégrées au salaire : l'une au 1<sup>er</sup> janvier de 180 F pour tous, l'autre, le 1<sup>er</sup> février de 60 F pour les salaires de moins de 6 000 F. 30 % des heures de grève seront payées. Par ailleurs, les deux jours et demi de congés tombant pendant la grève, ainsi que le demi-treizième mois de congés payés sont maintenus.

Les billets d'avion, dont les immigrés demandaient une réduction de tarif pour les congés payés sont l'objet d'une négociation avec les compagnies aériennes dans la perspective d'un abattement de 25 %. Trois à quatre cents OS2 verront en outre leurs salaires réexaminés au titre du « travail égal-salaire égal ».

Tu vois, ce ne sont pas les

300 F demandés, ni l'intégration des revendications, mais un compromis acceptable, et accepté comme tel par les grévistes.

### • Comment va se faire la reprise ? A ton avis, y-a-t-il découragement ?

— La reprise se fera le 16, en manifestation. A ce titre, tu vois que, s'il y a des déçus (c'est normal), la combativité demeure intacte. Pour beaucoup, il s'agit d'une étape dans la lutte, un pas en avant. Comme l'affichage des cadences. Il se fera, mais ne permettra pas un contrôle réel quotidien par les gars. Ce qui en ressort, c'est l'unité très soudée des grévistes, qui vont rentrer après une grève d'un mois, avec l'expérience d'un comité de grève,

de la force d'un combat qui se termine bien. Par ces temps où les immigrés sont la cible du patronat et du gouvernement, l'unité des ouvriers, Français et immigrés, c'est aussi un acquis de la lutte. Alors, même si certains ont boycotté le vote de la reprise, l'atmosphère générale c'est plutôt la satisfaction d'une grève bien menée.

### • Alors maintenant, tu vas pouvoir te reposer ?

— Pas du tout : maintenant, ce sont les municipales, et je suis avec un camarade de LO tête de liste à Gennevilliers sur la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité ». Pas le temps de souffler...

J. L.

## MOTION CGT/CFDT ADOPTÉE PAR LES TRAVAILLEURS DE CHAUSSON GENNEVILLIERS

Nous, travailleurs de Chausson, sommes en grève depuis un mois pour nos justes revendications. Nous nous heurtons à une direction qui joue l'autoritarisme, l'intransigeance et la provocation. Dans les autres entreprises, les travailleurs en grève se sont heurtés aux mêmes directions de combat.

Celles-ci veulent monter un cran

plus haut.

A Citroën, une trentaine de militants CGT, dont le secrétaire général du syndicat, sont menacés de licenciement.

A Renault, ce sont trois délégués qui font l'objet des mêmes menaces.

Nous, travailleurs de Chausson, sommes pleinement solidaires de ces camarades qui ont défendu dans l'action ces revendications pour lesquelles nous nous sommes mobilisés.

Le gouvernement doit intervenir pour refuser ces licenciements. Nous sommes prêts à nous associer à toutes les actions de solidarité qui s'imposent.

## POUR UNE AUTRE POLITIQUE

## Chômage : les solutions existent

DEPUIS le 10 mai, le chômage a continué à augmenter en France. Le cap de deux millions de chômeurs est largement franchi, et les prévisions sont pessimistes.

Devant cette situation, la droite fait flèche de tous bois. Cherchant à exploiter à son profit le mécontentement provoqué par la politique du gouvernement, elle ne recule devant rien. « 550 000 chômeurs de plus. C'est ça le changement ? » dit une affiche du RPR.

Mais quel est donc le bilan de ces démagogues sans scrupules ? Et quel est leur programme ?

## Avec Giscard et Chirac, le chômage a été multiplié par quatre !

De 1974 à 1981, ces gens-là ont eu tous les moyens de faire leurs preuves. En sept ans, le nombre de chômeurs officiellement recensés est passé de 450 000 à 1 700 000. Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes... Et que proposent-ils aujourd'hui ?

Mettons de côté leurs boniments électoraux et partons simplement des faits :

- Chirac annonce — s'il revient au gouvernement — la suppression de 500 000 emplois dans la fonction publique.

- Il soutient sans réserve les revendications de Gattaz qui réclamait le 14 décembre la liberté de licencier sans aucune restriction pour tous les patrons.

- Il se réclame du « modèle Reagan ». Alors que la politique du gouvernement américain a eu pour résultat de mettre onze millions et demi de travailleurs américains au chômage.

Non, aucun travailleur ne peut prendre ces gens-là au sérieux, quand ils se présentent comme les défenseurs du chômeur.

On les a déjà vus à l'œuvre. On sait ce qu'ils feront s'ils reviennent.

Mauroy avait promis de faire

la « guerre au chômage ». Force est de constater aujourd'hui qu'il a échoué sur toute la ligne. Pourquoi ?

## C'est parce qu'il refuse de s'en prendre aux profits patronaux que le gouvernement est incapable de réduire le chômage

Parce que le PS et le PC, malgré les énormes moyens que leur donnait une majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale, ont refusé de s'attaquer à la racine du mal. Ils ont cédé devant les capitalistes et renié leurs propres promesses :

- En abandonnant le droit de veto sur les licenciements, pourtant prévu dans le Projet socialiste.

- En renvoyant les 35 heures d'abord en 1985, puis à la Saint Glin Glin.

- En poursuivant l'application des plans patronaux de suppression d'emplois dans la sidérurgie.

- En distribuant des dizaines de milliards de subventions aux patrons des branches en difficultés, pour les « aider » à investir, sans même se préoccuper de savoir si cet argent servait à supprimer des emplois ou à en créer.

Incapable de s'attaquer au chômage, parce qu'il a toujours refusé de s'attaquer aux sacrosaints profits des capitalistes, le gouvernement en est arrivé à s'attaquer aux chômeurs en diminuant leurs indemnités.

Et le dernier moyen qu'il a trouvé pour réduire le nombre des demandeurs d'emploi est digne du Père Ubu : c'est de faire passer les chômeurs à la trappe, en truquant les chiffres des statistiques !

On voit aujourd'hui certains leaders de gauche accuser le *Carnard enchaîné*, qui les a pris la main dans le sac, de « faire le jeu de la droite ». Mais ce qui fait le jeu de la droite, c'est la

politique du gouvernement qui est incapable de combattre ce fléau qui affaiblit et divise la classe ouvrière.

## Pour lutter contre le chômage, des moyens efficaces existent

Le chômage n'est pas fatal. On peut en venir à bout. A condition de prendre sans attendre des mesures énergiques :

- Stopper immédiatement les plans de licenciements patronaux.

- Décréter le droit pour les travailleurs et leurs organisations de bloquer tout licenciement avoué ou déguisé.

- Réduire massivement la durée effective du travail en portant la semaine à 35 heures sans diminution de salaire.

- Contrôler que cette réduction crée réellement des emplois, en obligeant les patrons à embaucher en conséquence.

- S'appuyer sur le secteur public et nationalisé pour créer des emplois : par des embauches améliorant la qualité du service public, et par des investissements qui créent de nouvelles entreprises publiques.

Devant un tel programme, on entend souvent des bonnes âmes de la gauche bien pensante pousser des cris d'orfraie : « Mais vous allez handicaper la France dans la compétition internationale, en augmentant ses coûts de production. »

Le même argument avait déjà été utilisé par les patrons contre la journée de 8 heures au début du siècle et les 40 heures en 1936.

Nous disons : Oui, la lutte pour les 35 heures est internationale. Au lieu de céder aux exigences du capital international, il faut comprendre au contraire qu'une telle mesure prise en France serait un formidable encouragement pour les classes ouvrières de toute l'Europe à combattre pour arracher cet objectif.

« Mais vous ne voyez pas plus loin que le bout de votre nez : ces mesures immédiates ne

changeront rien au fond : l'appareil productif de la France est en retard sur les Japonais. Des restructurations sont inévitables... »

Nous répondons : oui, les mesures que nous proposons sont des mesures immédiates. Elles ont une importance considérable parce qu'elles peuvent donner en quelques mois du travail à des centaines de milliers de chômeurs.

Il est vrai qu'elles ne se suffisent pas à elles-mêmes. Elles doivent se prolonger par une réorganisation d'ensemble de l'économie sur d'autres bases : pour produire en fonction des besoins sociaux et non des seuls impératifs du profit capitaliste.

Il n'y a aucune raison de continuer à laisser détruire des productions socialement utiles, simplement parce que les gens n'ont pas suffisamment d'argent pour les acheter. Il n'y a aucune raison de baisser la production d'acier alors que des centaines de milliers de logements restent en souffrance. Il n'y a aucune raison d'accepter une politique de pénurie dans les hôpitaux et d'opulence pour le budget militaire.

Il faut orienter la production en suivant une autre logique que celle du profit : mettre en place une planification de l'économie discutée par les travailleurs,

étendre le secteur nationalisé à tous les secteurs clés de l'industrie et à toutes les banques, instaurer le monopole d'Etat sur le commerce extérieur.

Voilà la voie dans laquelle devrait s'engager un gouvernement vraiment au service des travailleurs.

C'est alors que surgit l'objection qui conditionne toutes les autres : celle que formulent à mi-voix les « spécialistes » cravatés qui peuplent aujourd'hui les ministères : « Vous êtes fous, les patrons ne marcheront jamais ! »

Il est vrai qu'ils s'y opposeront. Mais ils mettent de toute façon déjà des bâtons dans les roues. Le réalisme n'est pas de chercher à les amadouer, mais de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs pour vaincre leur résistance.

La politique actuelle maintient le chômage et démobilise la classe ouvrière.

Précisément parce que la crise économique est profonde et durable, on ne peut pas en sortir par des expédients ou des demi-mesures. Il est impossible de trouver la moindre solution au problème du chômage sans s'engager résolument dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Félix Lourson



## Le plan selon Rocard

DANS ses meetings électoraux, M. Rocard aime à déclarer : « Le président de la République m'a nommé ministre du Plan, c'est-à-dire éclairer de l'avenir. » Le premier projet du 9<sup>e</sup> Plan vient d'être rendu public, la façon dont il éclaire l'avenir est inquiétante. « Un plan barriste signé Rocard » titre le quotidien patronal *les Echos*. Le projet explique : « L'économie française ne peut pas connaître un rythme d'activité durablement plus élevé que celui de nos principaux partenaires commerciaux. La persistance d'un tel déficit conduirait à un endettement croissant qui compromettrait gravement l'autonomie de la France. »

Les *Echos* donne une traduction plus prosaïque de ces phrases générales : « Il est affirmé que la préoccupation essentielle des cinq prochaines années, qui dominera notre niveau de vie et d'emploi, devra être de surmonter "la contrainte extérieure", c'est-à-dire rééquilibrer nos échanges et nos paiements extérieurs. Cette priorité implique un immense effort d'investissement et de rénovation de notre appareil productif, un nouveau partage de la valeur ajoutée entre les entreprises et les salariés (donc des sacrifices de la part de ces derniers), une stabilisa-

tion des charges diverses supportées par l'appareil productif, un redressement des capacités d'autofinancement, une nouvelle répartition de la valeur ajoutée entre consommation et investissement... »

Les têtes de chapitre du rapport sont d'ailleurs à elles seules significatives : « rénover l'appareil productif et moderniser notre économie ; pousser la recherche et l'innovation ; infléchir le partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises et de l'investissement ; réduire le poids des prélèvements obligatoires. »

Le projet de plan rejette toute tentative de se replier à l'intérieur des frontières « en espérant y reconstruire un espace économique rationnellement géré qu'aucun bloc exogène ne viendrait plus perturber » ; le protectionnisme est exclu car « toute mise à l'écart des échanges mondiaux nous couperait des sources de création et de diffusion du changement technologique. »

Naturellement, les *Echos* se frottent les mains : « D'où le choix irréversible du Plan en faveur d'une économie ouverte... Hormis la forme, on croirait entendre Raymond Barre énumérer, alors qu'il était Premier ministre, les conditions du redressement économique français... »

A. A.



## Pour battre la droite, il faut changer de politique

### 1. Barrer la route aux revanchards

**R**AYMOND Aron écrit dans *L'Express* : « L'opposition n'a aucune raison de manifester son impatience de remplacer les socialistes à leur place. »

C'est oublier deux choses. Deux choses que Raymond Aron ne saurait ignorer.

La première, c'est que savoir ce que l'opposition ferait « à la place » des socialistes est le cadet des soucis de la droite. Sa seule véritable impatience est de se retrouver là où elle considère qu'est « sa » place : le Pouvoir. Non pas qu'elle l'ait véritablement perdu, ce pouvoir qui est sa raison d'être. Ne

D'ailleurs, c'est un voulant gérer cette crise sans rompre avec le système que le PS et le PC s'engagent inéluctablement dans cette voie.

Quels que soient les discours tenus — et quels que soient ceux qui les tiennent ! — telle est la réalité incontournable qui est au cœur de la situation présente : la bourgeoisie, pour la défense de ses profits, est nécessairement engagée dans une offensive anti-ouvrière de grande ampleur, qui ne peut que s'accroître et s'aggraver avec l'approfondissement de la crise.

C'est pourquoi les directions

par Alain Krivine

tient-elle pas toujours les leviers de commande économiques ? Ce qui est l'assurance que « l'ordre » est maintenu, son ordre, celui du profit et de la libre exploitation des travailleurs. Ses hommes ne sont-ils pas solidement incrustés dans les postes clés de l'appareil d'Etat et des entreprises nationalisées ? Ce qui est la garantie que, malgré le 10 mai, la rupture n'a point été opérée et que, là aussi, les choses sont dans l'ordre.

Mais tout cela, qui est beaucoup, n'est pas assez. Car le pouvoir ne se partage ni se concède dans aucune de ses parties. Bien naïfs, ces députés et ces ministres socialistes et communistes qui, parce que les élections leur ont donné la majorité, se croient durablement investis de leurs pouvoirs. Car, aux yeux des partis de droite, ces pouvoirs sont usurpés. Et elle n'aura de cesse avant d'avoir tourné la page ouverte le 10 mai, comme on referme une parenthèse.

La seconde, c'est qu'il ne lui est pas nécessaire d'être dotée d'un projet achevé pour postuler au gouvernement. Peu importe à la droite les ricanelements sur son identification, ici, à une politique — celle de Reagan — qui, là-bas, a fait faillite. Tous les « programmes », les « plans », les « propositions » n'ont pas, pour elle, plus de valeur qu'un quelconque gadget publicitaire. La seule chose qui compte et qui lui dicte sa politique, c'est la défense des intérêts des possédants.

François Mitterrand avait salué d'une belle formule le résultat du 10 mai en expliquant que la majorité politique rejoignait la majorité sociale. La droite ne se berce pas de formules, elle n'en a ni les moyens ni le goût. Il lui suffit de revendiquer le pouvoir au nom d'une exigence, plus triviale, mais irrésistible : faire coïncider le pouvoir politique et le pouvoir économique !

**D**'AUTANT que, confrontée à la crise capitaliste, la bourgeoisie sait que la victoire ouvrière de 1981 et l'existence d'une majorité du PS et du PCF sont un obstacle à la politique qu'il lui faut mener. Une politique qui vise à restaurer les taux de profit du capital, ce qui passe par une aggravation de l'exploitation des travailleurs, la baisse du pouvoir d'achat et la diminution de la protection sociale, les restrictions des budgets sociaux, le démantèlement des acquis...

du PS et du PCF, ainsi que celles des confédérations syndicales, creusent leur propre tombe lorsque, à l'unisson du gouvernement, elles entonnent, pour leur propre compte, le refrain du patronat et de la droite. Refrain selon lequel, parce qu'il y a la crise, la politique de « rigueur » — pourquoi ne pas dire plus clairement « austérité » — serait la seule possible.

C'est avouer que la gauche n'a pas d'autre politique à proposer que celle qui a été menée des années durant par la droite. Et c'est travailler à ce que s'insinue l'idée que l'espoir fut vain et la mobilisation sans utilité.

**O**R, la démoralisation parmi les travailleurs, voilà ce qu'escompte la droite de l'expérience de gauche. Pas seulement pour pouvoir précipiter sa reconquête du pouvoir, mais pour parachever les plans qui sont les siens.

Giscard et Barre n'ont pas pu, de leur temps, aller jusqu'au bout de leur politique parce que, conscients des rapports de forces entre classes, ils craignaient de provoquer une explosion sociale. Si, demain, la droite revient au gouvernement, elle n'aura plus ces hésitations, parce qu'elle recueillera les dividendes d'une expérience de gauche qui aura fait faillite.

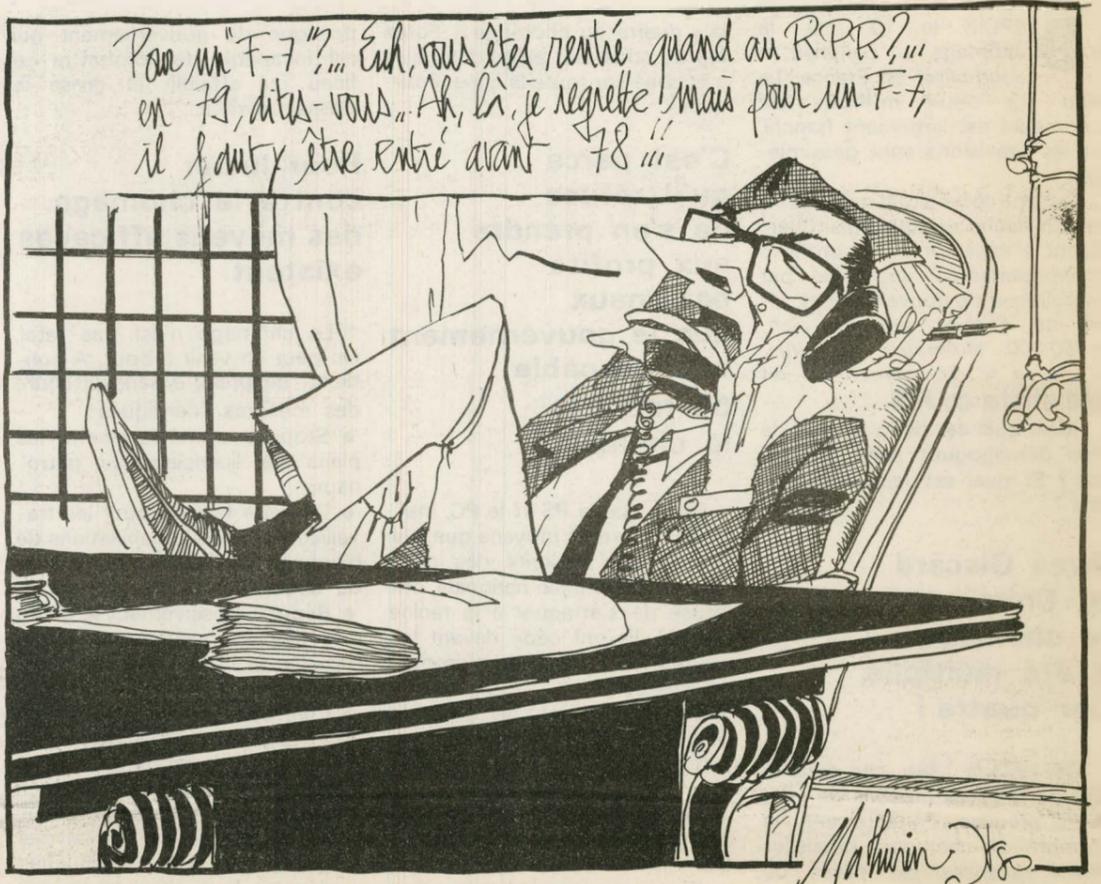
Chirac menace de remettre en cause tout ce qui a été conquis depuis le 10 mai, et même avant. Il promet de dénationaliser, d'abroger les acquis. Ce n'est pas seulement un coup de chapeau à Reagan et Thatcher, ni fanfaronnade pour rameuter les bataillons de la trouille. C'est volonté de créer un « climat », de préparer une situation où, pour la réaction, tout serait possible...

C'est pourquoi, laissant Raymond Aron à ses rêveries littéraires, nous ne devons pas, pour notre part, faiblir par rapport à deux objectifs.

Le premier découle de ce qui vient d'être dit. Il est de faire barrage au retour de la droite, d'obstruer solidement la voie de la reconquête qu'elle espère ouvrir à l'occasion des élections municipales.

Le second, nous y reviendrons la semaine prochaine, est de combattre une idée qui fait le lit des ambitions de la droite. Celle selon laquelle il ne saurait être d'autre politique que de « rigueur ». Car il y a bien une autre politique possible, au service des travailleurs. Mais celle-là, seule une mobilisation dans la lutte peut l'imposer.

# Chirac:



## «Mettez trois étoiles sur mes HLM»

**D**OUZIÈME arrondissement, entre la gare de Lyon et l'avenue Daumesnil, 5 000 personnes dont 2 000 immigrés, vivent dans 2 000 logements petits et inconfortables. Opération rénovation. Paris-Chirac conserve 400 appartements, en réhabilite 150, loyer compris. Il en rase 1 400 et les remplace par un hôtel de 400 chambres, 4 500 mètres carrés de commerces, 500 logements neufs dont la moitié de standing et un foyer de migrants de 120 places...

Des appartements rasés, des appartements conservés ou réhabilités dont les loyers prennent l'ascenseur ! 30 % seulement des habitants des zones rénovées sont relogés sur place. Le revenu moyen des ménages habitant Paris est de 16 % supérieur d'un tiers à la moyenne de ceux exigés dans les autres villes pour entrer dans un appartement neuf.

Alors qu'ils travaillent à Paris pour les trois quarts d'entre eux, la majorité de ceux qui habitaient auparavant dans la « zone rénovée » iront vivre en banlieue.

Chirac déclarait, en septembre 1980 : « J'estime qu'aujourd'hui le logement des classes moyennes à Paris doit devenir l'objectif prioritaire de notre action. »

Paris-Chirac chasse les travailleurs de Paris. C'est une politique de classe qui se situe dans le droit fil de celle mise en œuvre par les « préfets de la Seine », nommés par la droite 23 ans durant, et responsables, avant 1977 et l'élection de Chirac, de l'administration de la Ville de Paris.

Entre 1954 et 1975 (date du dernier recensement publié), la population ouvrière dans Paris a diminué de 44 %, alors que dans l'ensemble du pays sa proportion sur l'ensemble de la population s'est accrue de 42 %.

Les chiffres parlent. La bourgeoisie et ses hommes de main tremblent toujours devant le Paris populaire, le Paris de la Commune. Les mouvements insurrectionnels à la Libération en 1945 ont renforcé cette crainte, s'il en était besoin. Pour chasser tout danger futur de contagion politique d'un Paris insurgé, la bourgeoisie s'acharne à chasser les travailleurs de Paris.

Et la chasse profite. Aux fameux

bureaux d'études bidons, comme au maire, qui s'assoit sur un électoralat plus sûr ! Les travailleurs, en général, votent à gauche, n'est-ce pas ! Depuis 1975, la proportion de cadres supérieurs et de membres des professions libérales habitant Paris a progressé de 190 %.

Paris-Chirac avait promis 5 000 nouveaux logements sociaux par an. Bilan ? 2 224 en 1977, 3 080 en 1978, 2 591 en 1979... soit 7 895 logements « sociaux » mis en chantier en trois ans au lieu des 15 000 promis.

Il y a environ 70 000 demandes à l'office des HLM, pour un parc HLM qui représente 6,6 % des logements à Paris, contre 17,3 % nationale-

ment. 120 000 logements sociaux, sur les 1 230 000 logements où vivent 2 100 000 Parisiens. 36 % des logements sont surpeuplés (moins de neuf mètres carrés par habitant), 30 % sont sous-peuplés (deux pièces au moins, au-dessus de la norme, F2 pour deux personnes).

### Paris combines, Paris profite

Il y a longtemps que la gestion des offices HLM de la région pari-

sienne est aux mains de la droite, des gaullistes. Paris-Chirac, c'est à l'office d'HLM le règne de son « adjoint » Tiberi, et les facilités accordées au personnel politique du maire en place. *Le Canard enchaîné* a commencé à lever le voile, nous y revenons dans la page ci-contre.

C'est aussi le moyen d'opérations juteuses, en lien avec des sociétés privées, qui profiteront ainsi du droit d'expropriation réservé à la Ville de Paris.

Entre la rue Oberkampf et la rue Thibault par exemple, des terrains ont été expropriés pour construire des HLM. Mais c'est la SEPIMO (banque La Hélin, filiale de la banque de Suez), qui a racheté la moitié des terrains à 745 F le mètre carré, pour construire des immeubles de standing, qu'elle commercialisera à 3000 F le mètre carré. Une bonne combine, non ? Paris combine, Paris profite.

Quant aux opérations de prestige du Paris-Chirac, l'aménagement des Halles par exemple, elles ont au moins deux caractéristiques communes. Leurs devis, en centaines de milliards, sont toujours au moins dépassés du double en fin de travaux.

La politique d'aménagement qui les guide s'harmonise avec la politique d'exclusion des travailleurs de Paris. Aux banlieues de la ceinture d'aménager des zones de détente, de loisirs, pour ceux qui quotidiennement rejoignent leur travail après leur lot d'heures de déplacement dans les couloirs et les rames de métro.

Les opérations prestige de Paris-Chirac sont des zones de loisirs qui coûtent cher... comme les loyers des appartements qui font la joie des « classes moyennes » aux revenus plus élevés que la moyenne !

Le Paris populaire est étouffé par le Paris-béton, même si celui-ci prend des allures « avant-gardistes », et des couleurs de prestige.

Un électoralat stabilisé, la chasse aux travailleurs et aux immigrés, une source de profits et de dessous de table permanents. C'est la politique Paris-Chirac, Paris de classe.

Et l'habit d'un Paris propre n'est que le voile d'une politique qui recouvre l'air apaisé d'un Paris privilégié.

Michel Morel

**Vendredi 4 mars**  
à la veille du 1<sup>er</sup> tour

**GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE**

organisé par la  
Ligue communiste révolutionnaire  
et Lutte ouvrière

avec  
**Arlette Laguiller**  
et **Alain Krivine**

**20 heures**  
**Square de Choisy**

Sous chapiteau  
Métro Place de la Bastille ou Tolbiac. À 300 m de la place d'Alsace sur l'avenue de Choisy

# la main dans le sac

**Le RPR et l'UDF**

## détournent le fichier des HLM

ILS sont plusieurs milliers de locataires de l'Office public d'HLM de Paris à avoir reçu récemment des lettres des têtes de liste chiraquiennes de leur arrondissement. Des missives au contenu pratiquement identique : postées depuis l'Hôtel de Ville, elles vantent « l'action dynamique » du maire de la capitale et annoncent la mise en œuvre de travaux de restauration sur les groupes d'immeubles concernés. Il s'agit le plus souvent de l'établissement de portiers électroniques.

Les enveloppes ont également une caractéristique commune : elles sont libellées à partir d'un fichier informatisé comme en témoigne le numéro de code inscrit à leur verso. Et ce dernier correspond tout simplement à la codification du logement propre au fichier « locataires » de l'Office. En clair, la direction de l'OPHLM a communiqué son fichier à la droite parisienne.

Il s'agit là d'une procédure doublement illégale.

● Le fichier en question concernant 85 000 locataires, regroupant des renseignements sur la situation professionnelle et familiale de ceux-ci, est censé n'avoir qu'un usage strictement interne. Seuls certains services de l'Office d'HLM (Locations, Recettes, Contentieux et Direction générale) peuvent y avoir accès. Cela exclut évidemment, et pour ne prendre que cet exemple, un homme comme Didier Bariani (dont nous publions la lettre en document n°1) qui ne peut se prévaloir que de sa qualité de candidat « Union pour Paris » dans le 20<sup>e</sup> arrondissement. Il y a donc détournement de la finalité d'un fichier public à des fins électorales. Ce qui constitue une infraction à l'article 44 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

● La même loi, à son article 29, fait en outre obligation au détenteur d'informations de cette sorte, de ne

pas les communiquer à des tiers non autorisés.

Voilà qui devrait logiquement intéresser la Commission nationale informatique et libertés et même permettre la saisie du tribunal administratif.

Que révèle au fond cette petite arnaque ? Une chose toute simple, à savoir que la direction de l'OPHLM (présidée faut-il le rappeler par Jean Tibéri, deuxième adjoint de Chirac) met un organisme public au service du RPR et de ses alliés. Pour ceux qui en douteraient encore, nous publions un second document (n°2). Il s'agit d'une lettre du directeur général de l'Office d'HLM, G. Perol, à Jean Tibéri, que ce dernier a reproduit et envoyé aux locataires de l'HLM (immeuble à loyer normal) Poliveau situé dans sa circonscription.

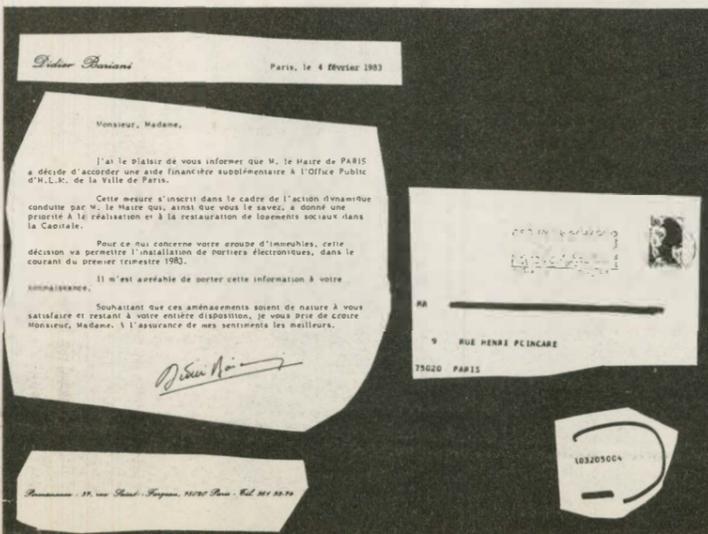
On y apprend entre autres que, pour ces opérations d'« aménagement du logement social » aux objectifs mal dissimulés, Chirac a ouvert un crédit de 50 millions de francs. Une bagatelle qui correspond en moyenne au budget d'entretien régulier sur un an de l'ensemble des unités de gestion de l'Office.

Là n'est pourtant pas le plus remarquable. Car dans cette lettre, le directeur de l'Office d'HLM feint d'informer de cette décision Jean Tibéri, en sa qualité de « député de Paris » et d'ancien ministre. Ce qui est particulièrement grotesque, ledit Tibéri étant son supérieur direct et ayant, en tant qu'adjoint au maire, décidé de l'attribution d'une aide financière supplémentaire à l'OPHLM. Peut-on mieux illustrer le fait que la direction de l'Office prépare la réélection de Tibéri, conseiller chiraquien de Paris ?

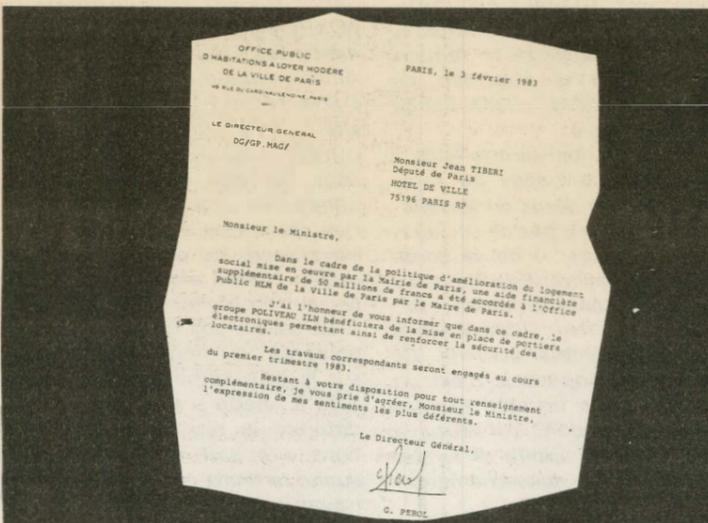
La campagne du président du RPR faisait jusqu'à présent étalage d'un luxe insolent. Ses partisans se croiraient-ils également tout permis pour assurer leur victoire ?

C. P.

Rouge publie les documents



— Document n°1 : La lettre de Bariani, candidat « Union pour Paris » sur le 20<sup>e</sup> arrondissement. Au dos de l'enveloppe, le code locatif de l'OPHLM.



— Document n°2 : La lettre du directeur général de l'Office d'HLM à Tibéri.

**300 briques**

## partent en fumée à l'O.P.H.L.M. de Paris

COMME de nombreux organismes publics, l'Office HLM de la Ville de Paris utilise, depuis plusieurs années, les services de sociétés privées censées assumer la surveillance des immeubles dont il a la charge. Pour ce qui le concerne, l'OPHLM traite avec deux sociétés : l'OPDS (Office professionnel de surveillance) et KGS (Kapa groupe service).

Le dernier contrat passé dans ce cadre date de la fin de l'année 1981. Il fait obligation aux deux sociétés de tenir chacune à la disposition de l'Office un effectif minimum de quatre personnes, douze heures par jour et 365 jours par an. Dans le cadre d'un planning précis, les équipes de surveillance doivent prendre contact avec les gardiens d'immeubles et apposer en des « endroits visibles » un macaron autocollant spécifiant le jour et l'heure de leur passage. En échange de ces services, chaque société est payée environ 1 400 000 francs par an.

L'ennui, c'est qu'apparemment, le

travail fourni ne correspond pas à ces exigences. La section CFDT de l'OPHLM, qui a fait éclater cette anomalie au début de l'année, indique : « Les gardiens d'immeubles et agents administratifs ont pu constater que rien n'indiquait le passage de ces sociétés » sur les immeubles dont elles devaient assurer la sécurité. Le syndicat évalue à 15 jours par an le travail réellement effectué.

Jusqu'à-là, on pourrait n'être en présence que d'une banale affaire d'incapacité de sociétés à remplir leurs obligations et de la négligence d'un organisme public à vérifier l'exécution de contrats qui portent pourtant sur trois millions de francs. Il reste qu'il a fallu attendre la prise de position de la CFDT pour que la direction de l'OPHLM réagisse et donne, semble-t-il, pour consigne aux inspecteurs de surveillance dépendant directement de l'Office de contrôler les activités des deux sociétés. Pourtant, plusieurs unités de gestion avaient, bien auparavant, transmis des notes indiquant que le

travail n'était pas effectué. Elles n'avaient jamais obtenu de réponse.

Trois cents briques qui partent en fumée, c'est beaucoup, surtout quand Chirac et Tibéri, son adjoint chargé du logement (et donc responsable de l'OPHLM), vantent leur gestion dans de luxueux dépliants distribués sur tout Paris. Si les informations que nous publions sont exactes — et notre propre enquête confirme pleinement les affirmations de la CFDT —, les autorités municipales devraient, en toute logique, dénoncer immédiatement les contrats passés et même poursuivre les responsables des deux groupes qui empochent indûment une somme plus que coquette.

A notre connaissance, elles ne l'ont pas fait. Ce qui nous amène à relever quelques détails troublants :

1. D'abord, jusqu'en novembre 1982, pas plus le personnel des unités de gestion que les inspecteurs de surveillance de l'Office ou les gardiens d'immeubles — qui sont

évidemment les mieux à même d'évaluer les besoins en matière de surveillance — n'ont été informés des tâches devant être assumées par les deux sociétés en question et des demandes auxquelles elles pouvaient répondre.

2. Pour un travail qui n'a pas été effectué, l'OPHLM a eu recours à deux officines privées. Celles-ci ont une particularité : si elles ont un siège social différent, on peut joindre leurs responsables respectifs au même endroit, à savoir le siège de l'OPDS (7-9, place Carnot à Rosny-sous-Bois).

Le maire de Paris clame sur tous les toits sa probité. En rendant publics dès maintenant les éléments de notre possession, nous espérons que les responsables municipaux et ceux de l'OPHLM feront diligence pour répondre à nos légitimes interrogations.

A suivre...

C. P.

## L'arrogance

## du Maire

## de Paris...

COMMENT faire confiance à cet homme quand on s'aperçoit tout à coup que quarante de ses fonctionnaires se trouvent aujourd'hui à la prison des Baumettes ? Quelle serait la situation du maire de Paris s'il avait quarante fonctionnaires à la Santé ? Cette déclaration fracassante à l'encontre de Gaston Defferre, Jacques Chirac l'a prononcée à Marseille le 12 février.

Il faut incontestablement un formidable culot au chef du RPR pour se faire le défenseur de la moralité publique face aux responsables socialistes, quand la gestion quotidienne de la droite dans les municipalités et l'appareil de l'Etat repose sur une multitude de combines, sur la spéculation et le profit, comme nous en apportons, cette semaine encore, quelques exemples.

Si le maire de Paris se montre maintenant aussi provocateur, c'est parce que la majorité a renoncé à mettre en lumière les malversations dont la droite s'est rendue coupable. Elle aurait pourtant pu aisément dénoncer aux yeux de l'opinion ouvrière les opérations qui se trament dans les couloirs de l'Hôtel de Ville. Les éléments ne manquent pas. La CFDT de l'Office d'HLM de Paris a, par exemple, publié, il y a plusieurs mois, un livre blanc sur les tractations immobilières de Chirac et de ses services. *Rouge, Libération, le Canard enchaîné* ont eux aussi révélé des scandales que l'entourage du leader gaulliste s'est bien gardé de démentir. Qu'on se souvienne de l'affaire des bureaux d'études fantômes...

Adoptant une attitude résolue, les dirigeants du PS et du PC bénéficieraient incontestablement du soutien des travailleurs qui constatent au jour le jour les pratiques de la droite. Ce que reflète la prise de position, en décembre dernier, de la section CFDT de l'OPHLM : « Nous disons encore une fois au gouvernement que refuser la suspension du conseil d'administration pour faire la lumière sur la gestion de l'Office, c'est laisser à Chirac et Tibéri les mains libres pour continuer leurs mauvais coups contre les travailleurs en nommant tranquillement des hommes à leur botte. »

Si les hommes au pouvoir ont gardé le silence alors que depuis le 10 mai 1981 ils disposent des possibilités légales de faire éclater la vérité, c'est d'abord par souci d'éviter une épreuve de force. Mais c'est aussi par crainte de faire apparaître à quel point leur volonté d'occuper l'appareil d'Etat sans en remettre en cause les structures essentielles est irréaliste et dangereuse. Ce faisant, ils ont permis aux Chirac, Giscard, Barre et consorts, de se faire plus arrogants que jamais. En dépit de l'avalanche de scandales qui les éclaboussent actuellement.

Christian Picquet

# 3 semaines pour faire entendre « La voix des travailleurs contre l'austérité »



## Lille: premier meeting Laguiller, Krivine

LILLE. La ville dont le maire est le Premier ministre. Le 6 février, sur le marché lillois de Wazemmes, Mauroy, en tournée-poignées-de-main, rencontrait les deux têtes de liste Dominique Wailly (LO) et Vladimir Nieldu (LCR). Un face à face éphémère, car le maire n'est pas disposé particulièrement ni au débat ni au dialogue.

Sa mairie, devait rappeler Vladimir Nieldu au meeting du 10 février, fut le phare des contrats de solidarité, qui permirent aux patrons du Nord d'allonger le temps de travail sans créer d'emplois. Comme il rappelait ces mairies socialistes, celles de Lille et de Roubaix notamment, qui octroyaient à l'école des patrons et des curés des fonds puisés dans le trésor public. Un maire-Premier ministre, dont Vladimir Nieldu montrait le peu d'entrain à empêcher les licenciements (800 depuis deux ans), à bloquer ceux en préparation (comme à Peugeot, à Tudor, ou dans le textile).

C'est à Nord-Eclair (28 janvier), continuait-il, que Mauroy confiait ses propos à la connotation xénophobe (vous vous rappelez, ces fameux « immigrants manipulés par des groupes politiques et religieux »). Face à Chauvière, le candidat RPR, (surnommé ici JR pour sa collaboration célèbre avec le patronat de Peugeot), Mauroy, maire et chef du gouvernement, n'a pas à Lille un bilan au-dessus de tout soupçon. Dominique Wailly, pour Lutte ouvrière, démontrait lors de ce meeting que, si sa gestion municipale « pouvait avoir l'indulgence du jury », « pour le métro lillois » ou « la réaction du "vieux Lille" », son rôle dans la politique d'austérité pratiquée depuis le 10 mai devait être sanctionné le 6 mars.

Pour la première fois, ce 10 février, depuis le début de la campagne, Alain Krivine et Arlette Laguiller participaient au même meeting. Pour elle, c'était d'ailleurs le premier meeting. Devant une salle attentive, Alain Krivine montra un « Mauroy passant sous la table chaque fois que Gattaz tapait sur la table. C'est de la capitulation en rase campagne devant les dikts patronaux. Les déclarations de Mauroy sur le



Rencontre inopinée, le 6 février, au marché lillois de Wazemmes. Mauroy (PS) face à Vladimir Nieldu (LCR).

fanatisme religieux qui inspirerait les grèves de l'automobile nous rappelle le fameux thème cher à Marcellin du "juif allemand" Cohn-Bendit de Mai 68...

Pour caractériser nos listes, il expliqua que « nous ne sommes pas des déçus du socialisme, car il n'y a pas de socialisme en France, il ne se construit pas encore. Ensuite, nous ne nous sommes jamais fait d'illusions sur l'expérience gouvernementale actuelle. Ce que nous proposons, c'est un vote d'espoir, un vote alternatif au PS et au PC, qui veut à la fois battre la droite et rejeter l'austérité gouvernementale... ».

Arlette Laguiller indiqua que c'est Mitterrand, par la bouche de Maire et de Rocard, qui s'est exprimé. Il a dit par avance « que l'austérité va de toute façon continuer », serait-ce au prix de la perte « d'une partie de l'électorat populaire de gauche ». « C'est en connaissance de cause que ces gens-là servent les intérêts de la bourgeoisie en sachant bien que ça les rendra impopulaires... ».

Elle en concluait que les travailleurs ne doivent pas voir dans ces élections « le moindre enjeu ». « Les élections, s'ils s'en fichent, nous aussi. » « Batre la droite, est-ce l'en-

jeu de ces élections ? La droite, elle a été battue, aux présidentielles, aux législatives. Alors combien de fois faudra-t-il la battre ? (...) Que la gauche ou la droite l'emporte, ce combat n'est pas le nôtre. » Le sens du vote pour les listes communes, pour Arlette, c'est que « personne à la place des travailleurs ne pourra l'interpréter à leurs places ». « C'est la seule voie claire », dira-t-elle. La salle a soif de débat. Une militante ouvrière, candidate sur la liste commune, demandera à Arlette si elle croyait indifférent le résultat des élections. « On sait, disait-elle, que quand la droite se renforce, les travailleurs se sentent, eux, plus faibles. »

Cette même militante, après plusieurs questions, montra la nécessité de la fusion syndicale, montrant l'élan donné après 1934 par la rupture avec la politique de division syndicale précédente, entre CGT et CGTU.

Un mineur s'insurgea contre l'amnistie octroyée aux généraux de l'OAS, alors que les mineurs grévistes de 1948 n'ont jamais été amnistiés. Une travailleuse du textile traduisit le doute régnant à l'égard des organisations syndicales en regard de leur division actuelle. Un débat inachevé, qui aurait pu se poursuivre très tard... Jean Lantier

bérés du joug du patronat. » Propos imprudents de campagne ; les sidérurgistes de Denain, les ouvrières du textile de Roubaix n'ont pas remarqué que le patronat ait perdu le droit de licenciement...

Toujours le 10 février, Fiterman était à Calais, le premier port de voyageurs de France (7 816 000 voyageurs). Tenant meeting, il distribua les promesses d'usage, touchant à son ministère : amélioration des routes, voies ferrées, transports maritimes. Emporté par sa générosité électora-

le, il annonça au nom de son confrère Ralite la création de... cinquante emplois dans la santé, non médicaux, à l'hôpital de Calais.

Quant à Le Garrec, il passait la journée du 10 février à Cambrai, où il s'apercevait que les HLM, aux loyers si chers, étaient gérés par un... socialiste, Albert Denvers.

Herzog devait, le 11 février, venir expliquer aux Lillois comment produire français.

Que le Nord est jolli lors des campagnes électorales...



## Une campagne en prise

C'était déjà sensible la semaine dernière, la campagne des révolutionnaires accroche.

Pau : 200 personnes. Bordeaux : 450. Nantes : 200. A trois semaines du premier tour, dans les grandes villes aussi la campagne est passée à la vitesse supérieure.

Les premiers meetings unitaires LCR-LO, à Lille (voir ci-contre), à Bordeaux, sont un accélérateur évident, comme l'échéance électorale qui se rapproche. Les salles sont remplies, différentes des meetings passés, tous plus importants que pendant la campagne présidentielle. A Pau, les camarades notaient, un peu surpris, « la présence de nombreuses personnes qui avaient dû connaître les expériences de 1936, de 1945, dans l'assistance ». Le public habituel des meetings révolutionnaires n'est plus la dominante. Même si, comme à Nantes, « les militants qui ont appartenu à d'autres courants révolutionnaires après 1968 sont là ».

Les militants des organisations

ouvrières, partis, syndicats, associations viennent nombreux écouter ce que dit la LCR.

« On pouvait voir dans la salle de nombreux responsables syndicaux CGT, CFDT, FEN, des représentants d'associations de masse (ASTI, groupes femmes, etc.) », expliquent les camarades bordelais de la LCR.

« Ceux qui sont dans la salle, remarque Alain Krivine, sont manifestement venus à la recherche de propositions. Ils s'interrogent et écoutent soigneusement. Quand j'explique les solutions que propose la LCR, pour faire payer les patrons, sortir de la crise, c'est le silence absolu. »

Ces problèmes, d'ailleurs, « reviennent dans les débats après mon intervention », continue Alain Krivine, la question de l'abstention-sanction est toujours discutée, même si la pression est de plus en plus forte pour voter « malgré tout », la droite » à mesure qu'approche le scrutin.

Il faut noter, cela dit, que la disponibilité à se joindre à nous pour mener la campagne est bien moindre que l'audience que nous mesurons dans les meetings ou les secteurs où nous intervenons.

Des contacts se prennent dans tous les meetings, mais le nombre demeure restreint.

Nos propositions, par contre, accrochent. Un test : toutes les collectes de fin de meeting sont réussies.

L'écho de campagne, des meetings, à la radio, dans la presse et à la télévision locales est important. Souvent, la liste LCR-LO est « traitée » comme la liste significative, importante, immédiatement après celle de la majorité et de l'opposition.

Nous pouvons rassurer la presse qui s'inquiète, cette semaine, de l'effacement de la droite, et de la force tranquille de la majorité. La campagne des révolutionnaires, elle, a pris son deuxième souffle. Nous ferons tout pour qu'il soit efficace.



### MEETINGS

- Lundi 21, 18 h Levallois 21 h, Gennevilliers
- Mardi 22, Vry
- Mercredi 23, Rouen

- Jeudi 24, Saint-Denis
- Vendredi 25, Clermont
- Lundi 28, Martigues
- Marseille

### MARS

- Mardi 1<sup>er</sup>, Toulouse
- Mercredi 2, Albi
- Jeudi 3, Perpignan

## Maité Astruc, OS à la Saft Bordeaux

• Comment ta candidature a-t-elle été accueillie dans l'entreprise où tu travailles ?

— J'ai déjà été candidate de la LCR aux élections européennes et législatives, si bien que dans mon entreprise ça a fait un choc, mais pas plus que d'habitude. Mais cette fois, ça paraît plus crédible, et certains, en plaisantant, me demandent si je « pourrais les embaucher à la mairie ». Avant, aux européennes par exemple, on me disait : mais si tu es élue, tu quittes l'usine. Aujourd'hui, on ne me pose plus ce genre de questions, mais plutôt : bon, d'accord, mais si tu es élue, qu'est-ce que tu feras comme conseillère municipale ? Alors, j'explique ce que j'ai fait des grèves dans la région, j'irais voir les

mais n'osent pas encore le dire de front car ils connaissent bien le copain de LO et moi-même, et savent que la réponse qu'on leur fera, ce sera : « Bon, il faut qu'on y aille ! »

Il est difficile pour les gens d'assumer d'être en désaccord avec le PS et le PC, et de vouloir continuer à battre la droite. D'autant qu'il n'y a pas de luttes de masse, même si les travailleurs immigrés de l'automobile sont nos camarades, ils n'apparaissent pas comme offrant une alternative aujourd'hui. Evidemment, ce ne serait pas la même chose s'il y avait des grèves massives dans les entreprises.

Dans le syndicat où je milite, nous devons avoir une réunion de conseil et nous sommes nombreux à vouloir discuter de la politique actuelle du gouvernement et de ce qu'on fait par rapport à ça, de nos revendications, etc. Mais on ne sait

mais n'osent pas encore le dire de front car ils connaissent bien le copain de LO et moi-même, et savent que la réponse qu'on leur fera, ce sera : « Bon, il faut qu'on y aille ! »

Il est difficile pour les gens d'assumer d'être en désaccord avec le PS et le PC, et de vouloir continuer à battre la droite. D'autant qu'il n'y a pas de luttes de masse, même si les travailleurs immigrés de l'automobile sont nos camarades, ils n'apparaissent pas comme offrant une alternative aujourd'hui. Evidemment, ce ne serait pas la même chose s'il y avait des grèves massives dans les entreprises.

• Dans ton entreprise, tu es aussi connue comme militante féministe. Comment fais-tu le lien avec la campagne municipale ?

La lutte des femmes est présente dans la liste. Des militantes du Planning familial en font partie. « A chaque fois que nous avons lutté, nous nous sommes retrouvées avec la Ligue, disaient-elles, il est donc normal que nous soyons côte à côte dans ces élections. » Elles ont apprécié, également, notre « respect de la démocratie dans les mobilisations ». Ce sont, bien entendu, des militantes présentes en tant que telles, elles n'engagent pas le Planning.

Je suis militante du mouvement, nous avons pris l'initiative d'intervenir dans la campagne. Notamment en interpellant l'ensemble des listes qui se présentent, sur leurs propositions quant aux droits des femmes, aux équipements sociaux. Certaines militantes du mouvement sont membres de la liste. C'est pour moi, dans la campagne municipale, un soutien important, d'autant que l'entreprise où je travaille est à majorité féminine, et qu'il est décisif que ces femmes montrent, ainsi, qu'elles prennent part à la politique, dans les municipalités, en apportant leur point de vue et leurs exigences.

• Quelles sont les réactions des travailleurs à nos propositions politiques ?

— On se présente dans trois communes : Bordeaux, Cenon, Pessac. Je suis tête de liste à Bordeaux, donc contre Chaban-Delmas. La lumière se présente pour l'Union de la gauche et il y a deux autres candidats, un de droite et un farfelu.

Nous menons campagne contre Chaban, mais nous expliquons aussi pourquoi les travailleurs ne sont pas enchantés, ne se précipitent pas pour voter Lalumière au premier tour, à partir d'exemples lo-

### DECLARATION DE LA LCR, DE LO ET DE LA LOR

Des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière, qui présentent nationalement les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité », ont rencontré des représentants de la Ligue ouvrière révolutionnaire, le mercredi 2 février.

Ces derniers ont fait part de leur accord avec la plate-forme politique de la campagne municipale organisée par la LCR et LO. Les représentants de la LOR se sont aussi déclarés d'accord avec les clauses du protocole organisationnel conclu entre les deux organisations et ont affirmé leur volonté d'en respecter

caux. Comme à Souillac, par exemple, où une entreprise de chaussures a fermé ses portes avant le 10 mai, où les filles sont toujours au chômage, sans perspective d'en sortir. Ou comme ce jeune soldat emprisonné à Bordeaux parce qu'il luttait pour ses droits, soutenu par les syndicats. Henu n'a rien trouvé de mieux à faire que de le condamner parce qu'il allait recevoir l'assistance d'un avocat : « C'est interdit dans les casernes ! »

Ces exemples-là, et d'autres, montrent bien qu'il faut une autre politique, pour battre la droite. Ce sont les propositions que nous faisons, nous, pour le changement. Nos trois listes sont des listes ouvrières, avec une forte proportion de femmes, presque 50 %, et des jeunes aussi. Elles sont complètes, mais tous ceux qui veulent participer à la campagne peuvent le faire, comme le font par exemple déjà des militants ouvriers qui ne sont pas sur les listes, mais participent à la campagne avec nous. Nous avons besoin de leur soutien, tout leur soutien.

Propos recueillis par Michel Morel

### UNE CONFIDENCE DE LECANUET

« Je serai très attentif, même si le phénomène est encore marginal, aux suffrages qu'obtiendront dans un certain nombre de villes les listes de la LCR... » L'Humanité reprend au vol cette « confiance » de Lecanuet et confirme : les listes LCR-LO font le jeu de la droite !

Un détail : à Rouen, ville dont Lecanuet est maire, l'une des têtes des listes en question est l'un des amateurs de la grève de l'hôpital de Sotteville-lès-Rouen, dont le directeur et le conseil d'administration sont acquis à Lecanuet. Un mois de grève pour les contraindre à négocier, comme pour obliger le ministre de Jack Ralite, ministre PCF, à intervenir !

« Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu », conclut l'envoyé du ministère à la négociation. Cette phrase a fait le tour de l'hôpital en grève ! Vous ne lirez pas ces détails dans l'Humanité ; par contre, les grévistes de l'hôpital psychiatrique qui ont vécu, eux ! Et ils sont aussi des électeurs. Ils en tirent en général la conclusion inverse à celle de l'Humanité. Pour battre Lecanuet, il faut choisir la bonne liste !

### DECLARATION DE LA LCR, DE LO ET DE LA LOR

Des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière, qui présentent nationalement les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité », ont rencontré des représentants de la Ligue ouvrière révolutionnaire, le mercredi 2 février.

Ces derniers ont fait part de leur accord avec la plate-forme politique de la campagne municipale organisée par la LCR et LO. Les représentants de la LOR se sont aussi déclarés d'accord avec les clauses du protocole organisationnel conclu entre les deux organisations et ont affirmé leur volonté d'en respecter

### LE 10 FEVRIER DANS LE NORD

Le Nord est le département le plus peuplé de France. Aussi, le gouvernement lui fait les yeux doux. Le 10 février, outre le meeting d'Alain Krivine et d'Arlette Laguiller à Lille, les ministres se multiplient. Le Garrec, ministre de l'Emploi, candidat à Cambrai, était ce soir-là soutenu par Jospin qui osait déclarer : « Toutes les villes de cette région doivent revenir au parti qui les avait li-

bérés du joug du patronat. » Propos imprudents de campagne ; les sidérurgistes de Denain, les ouvrières du textile de Roubaix n'ont pas remarqué que le patronat ait perdu le droit de licenciement...

Toujours le 10 février, Fiterman était à Calais, le premier port de voyageurs de France (7 816 000 voyageurs). Tenant meeting, il distribua les promesses d'usage, touchant à son ministère : amélioration des routes, voies ferrées, transports maritimes. Emporté par sa générosité électora-

le, il annonça au nom de son confrère Ralite la création de... cinquante emplois dans la santé, non médicaux, à l'hôpital de Calais.

Quant à Le Garrec, il passait la journée du 10 février à Cambrai, où il s'apercevait que les HLM, aux loyers si chers, étaient gérés par un... socialiste, Albert Denvers.

Herzog devait, le 11 février, venir expliquer aux Lillois comment produire français.

Que le Nord est jolli lors des campagnes électorales...

Essonne, 91, à vos postes : mardi 22 février, de 19 h 15 à 20 h, sur radio Massypal (102.5 Mhz). « La voix des travailleurs contre l'austérité » passe à l'antenne.

# 8 mars

## un appel à la mobilisation des femmes

• La coordination des groupes femmes et le GRJEF ont présenté leur manifeste et annoncé une manifestation pour le 8 mars

**C**ERTAINS pourraient s'étonner de ce que nous appelions à manifester le 8 Mars. Nous leur répondrons que même si nous faisons la différence entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche, nous pensons indispensable de réaffirmer ce jour-là et dans la rue la lutte des femmes. Car nos revendications ne sont pas satisfaites. L'exemple du remboursement de l'avortement nous montre que s'il n'y avait pas eu la volonté unitaire de plusieurs organisations du mouvement des femmes et la manifestation du 23 octobre, le vote du Parlement n'aurait pas existé. C'est ainsi que Maya ouvrirait la conférence de presse convoquée le 15 février par la coordination des groupes femmes et le Grief.

Elle présentait ensuite un manifeste élaboré en commun auquel les femmes de l'Union de résistance populaire — mouvement contre les guerres impérialistes — ajoutèrent leur signature. Ce texte constate : « En cette période électorale, la voix des femmes a du mal à se faire entendre,

alors qu'il existe maintenant un ministère des Droits de la femme... Aujourd'hui, après deux ans de "changement", nous faisons le bilan des promesses. »

Il rappelle que si la loi sur le remboursement de l'avortement est votée, « les décrets d'application restent sous le coude », le manque dramatique de crèches collectives. Quant à la loi sur l'égalité professionnelle, quelle sera son application ? « Alors même que Mme Roudy déclare quelle ne coûtera rien aux entreprises. On voit mal comment les patrons rattraperaient "gratuitement" les 50 % d'inégalité de salaire entre hommes et femmes. »

Un débat s'est engagé ensuite sur les ordonnances sur le travail à temps partiel avec le Planning familial. Toutes ont fait part de leur inquiétude de voir prochainement un certain nombre de garanties remises en cause pour laisser plus de champ libre au patronat, l'exemple de Peugeot-Sochaux ne laissant aucun doute sur la volonté de celui-ci.

Face à cette situation, le mouvement des femmes avec



le Manifeste entend réaffirmer ses revendications pendant la campagne électorale, et ne veut pas que le 8 Mars passe sous la table. « Des mesures urgentes s'imposent :

— Le remboursement effectif et le droit total à l'avortement ; ce qui suppose la levée de toutes les clauses restrictives en ce qui concerne les mineures, les immigrées, les délaies ; la dépénalisation totale de l'avortement.

— L'abrogation des ordonnances sur le temps partiel. Pas d'embauche à temps partiel !

— Seule la réduction massive du temps de travail, sans réduction de salaire, ni augmentation des cadences, avec em-

bauches correspondantes ; et le développement d'équipements collectifs en nombre et de qualité permettront un réel droit à l'emploi pour toutes les femmes, condition de leur indépendance. »

Une militante du comité Irlande expliquait ensuite la situation de l'avortement en Irlande du Sud où le gouvernement veut faire approuver par référendum un amendement à la Constitution qui interdirait définitivement toute légalisation. Elle décrivait les conditions difficiles de la lutte dans ce pays où les mouvements sont réduits à la clandestinité et subissent une répression féroce. Elle

faisait appel à la solidarité féministe internationale et annonçait un rassemblement devant l'ambassade d'Irlande le 24 mars, le jour du référendum.

La dimension internationale de la lutte des femmes était largement présente à travers l'exemple également de l'Espagne et de la Belgique, et sera l'axe important de la manifestation du 8 Mars.

La conférence de presse se terminait par un appel à ce que le 8 Mars soit partout une journée de lutte, et annonçait une manifestation à Paris le 8 Mars à 18 h 30 à Montparnasse.

La LCR soutient ces initiatives et fera tout pour les populariser.

Sonia Folloni

## Petite enfance : un gros rapport et pas de moyens

• Le gouvernement gère la pénurie et mise sur les gardes à domicile

**E**N décembre dernier, le gouvernement, sur proposition de Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, annonçait une série de mesures destinées à « lancer une politique d'accueil de la petite enfance ».

L'objectif annoncé de G. Dufoix est de créer 400 000 places de crèches d'ici la fin du septennat. Cet objectif correspond en partie seulement aux besoins si l'on considère que les crèches doivent être ouvertes également aux enfants dont les mères sont à la recherche d'un emploi ou en formation professionnelle. C'était là une proposition du secrétariat d'Etat à la Famille...

Mais surtout l'objectif des 400 000 places paraît complètement démagogique au regard du bilan depuis le 10 mai : 10 000 places de crèches collectives ou familiales sur le budget de 1982. Celles-ci, au dire du secrétariat d'Etat, ne sont pas encore réalisées. Pour 1983, la part du budget de l'Etat destinée à la construction de crèches et à leur fonctionnement a été augmentée seulement de 30 millions. A ce train-là... A moins que le gouvernement ait décidé de changer radicalement de politique et de faire les choix qui s'imposent ! Mais il n'en est rien, et le rapport indique : « Le contexte budgétaire empêche qu'à court terme des moyens financiers importants puissent être dégagés, même s'il est clair que l'effort global des pouvoirs publics en faveur de la petite enfance sera renforcé. »

Comment le gouvernement compte-t-il réaliser cet objectif dans ces conditions, et le concilier avec la « contrainte budgétaire » ? Et c'est ainsi que naquit l'idée des « contrats crèches ». Puisque le gouvernement ne veut pas se donner les moyens de sa politique, il va mettre en place

des mesures « qui inciteront les communes à multiplier leur parc d'accueil ». Il faut signaler que le rapport est plutôt tempéré sur les possibilités d'aboutir de ce projet : « L'impact réel dépend de l'attitude des collectivités locales. »

Ces contrats seront donc négociés avec les gestionnaires des communes et des associations. Ceux qui s'engageront à développer le nombre de places de crèches dans une proportion conforme à l'objectif national verront leur participation au prix de journée passer des deux tiers à un tiers. Les caisses d'allocations familiales prendront en charge en grande partie cette aide, couvrant les frais de fonctionnement de ces nouvelles places pendant cinq ans. La participation de la CNAF passerait ainsi de 30 % à près de 60 %.

### Les charges des parents seront augmentées

L'autre élément du contrat concernera directement les parents. Mais là, pas question de négocier, et pour cause ! Il s'agit de leur faire supporter en partie le coût de l'opération en systématisant la mensualisation. C'est ainsi que les parents seront contraints de payer la journée de crèche même si leur enfant n'y est pas.

La formule du contrat crèche laisse par ailleurs ouverte la possibilité de développer des crèches collectives ou des crèches familiales. La seconde étant une forme de garde à domicile un peu améliorée, et donc moins coûteuse que la première, il y a de fortes chances pour que ce soit celle-ci qui se développe. C'est d'ailleurs prévu dans le rapport : « Le nombre de crèches familiales sera

dans les prochaines années considérablement développé par la formule des contrats crèche. »

Loin de vouloir lutter contre ce système, le rapport le pare de toutes les vertus et se propose de « désenclaver la garde à domicile » et de « reconnaître le rôle d'intérêt général que jouent les assistantes maternelles ». Ce serait, paraît-il, un système plus souple et qui serait plus prisé par les familles populaires. Ces arguments sont fallacieux et arrivent mal à cacher la réalité : le manque de moyens nécessaires et le fait que ce seront à la fois les familles les plus défavorisées qui en feront les frais, mais aussi les assistantes maternelles dont les conditions de travail et de rémunération sont des plus précaires.

Pour ces dernières, celles qui travaillent dans le cadre de crèches familiales, le rapport « envisage leur intégration au personnel communal comme une perspective à moyen terme ». Quant aux assistantes maternelles indépendantes, il est question d'être incitatif envers les parents afin de les amener à la mensualisation. Il n'est donc pas question de remettre en cause le système qui veut que les parents soient directement l'employeur.

Il faut savoir par ailleurs que le coût d'une place en crèche collective pour un enfant et par jour va de 15 F à 82 F. Le prix est calculé en fonction du revenu des parents. Pour la garde à domicile, le prix est fixe, en moyenne de 60 F par jour mais avec de grandes disparités. Jusqu'à un revenu de 9 000 F par mois, les parents qui ont pu trouver une place pour leur enfant en crèche collective paient une somme inférieure. Reste

pour les autres, la grande majorité, les nourrices non déclarées...

Le tableau montre l'importance des besoins à satisfaire dans le domaine de l'accueil des très jeunes enfants. On ne peut prétendre y répondre en prenant des mesures de replâtrage de l'ancien système tant il est vrai que l'héritage de la droite dans ce domaine est particulièrement lourd. Ce n'est pas le chemin que choisit le gouvernement et la redondance des formules cache mal la continuité avec la politique de la droite : extension et institutionnalisation de la garde à domicile, augmentation des charges pour les parents.

Répondre aux besoins de la population et en particulier des femmes, assurer un accueil collectif et de qualité pour les jeunes enfants suppose des choix financiers qui impli-

quent une autre politique que celle faite par le gouvernement.

### Pour un véritable service public de la petite enfance

Un véritable service public de la petite enfance supposerait un développement — sans commune mesure avec ce qui est proposé — de crèches collectives et de garderies. Celles-ci devraient être financées par l'Etat et le patronat. Elles devraient être gratuites pour les usagers, avec des horaires d'ouverture qui correspondent aux horaires de travail. Le personnel devrait y être en nombre suffisant, mixte, avec une formation appropriée car faute de formation, on est amené à se reposer exclusivement sur les qualités « naturelles » maternelles des femmes.

Sonia Folloni

### 2,3 MILLIONS D'ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS, 70 000 PLACES DE CRECHES COLLECTIVES

Pour un million d'entre eux, les deux parents ou le parent unique exercent une activité professionnelle, un système d'accueil est une nécessité absolue.

Or : — 70 000 enfants seulement trouvent une place dans une crèche collective : — 35 000 dans une crèche familiale, entendez à domicile, mais avec

une assistante maternelle rattachée administrativement à une crèche collective ou à une PMI (Protection maternelle et infantile) ;

— 152 000 sont pris en charge par des assistantes maternelles indépendantes agréées, rémunérées par les parents ;

— 250 000 enfants de deux ans sont accueillis par les écoles maternelles.

On peut donc évaluer à près de 500 000 le nombre d'enfants qui ne trouvent pas de place dans ces systèmes d'accueil et qui sont dans la majorité des cas pris en charge par des nourrices non agréées, non déclarées.

Ces chiffres sont issus du rapport au secrétariat d'Etat à la Famille : « L'enfant dans la vie/Une politique pour la petite enfance » (situation au 1<sup>er</sup> janvier 1981).

# SOLIDARNOSC

## POLOGNE

### Les travailleurs n'ont pas plié !

UNE nouvelle fois, plusieurs milliers de personnes — 4 000 selon les observateurs — ont manifesté le 13 février dans le centre de Varsovie aux cris de « A bas la junte ! », « Il faut nous tuer pour nous réduire au silence ! » Témoignage spectaculaire de l'existence de Solidarité, que d'aucuns n'avaient pas hésité à enterrer après l'échec de la grève générale du 10 novembre dernier, cette manifestation exprime également la volonté de lutte et de radicalisation des militants de la résistance. Radicalisation dont fait preuve également la direction clandestine du syndicat, la TKK, qui dans une déclaration programmatique du 22 janvier écrit : « Aujourd'hui notre disposition à accepter les concessions a été prise pour un signe de faiblesse et ne peut que conduire à la perpétuation du système répressif. La société n'a pas de choix — la résistance, la lutte contre la dictature sont la seule voie. »

Signe spectaculaire de la vitalité de la résistance, la manifestation de Varsovie n'est pourtant que la partie la plus visible de ce mouvement de masse qui, après quatorze mois de dictature, n'a pas plié. Le boycott massif des pseudo-syndicats imposés par la junte, la circulation de milliers de bulletins clandestins, les arrêts de travail et d'autres formes de lutte dans les entreprises — dont le but est souvent d'obtenir le respect des normes de sécurité ou de s'opposer à de nouvelles attaques du pouvoir d'achat (qui a baissé de plus de 35 % durant l'année 1982), enfin le ton défensif du primat Glem — « Certains disent que le Primat doit être combatif et tranchant dans ses interventions (...). Ils voudraient imposer à l'Eglise et à la hiérarchie des programmes pour qu'elles les appliquent. (...) [Le programme de l'Eglise] peut ne pas être populaire, ne pas être applaudi sur l'instant, mais l'Eglise doit y rester fidèle et le primat aussi, car c'est ainsi qu'il comprend sa mission. » — sont autant de signes de la force de l'opposition à la dictature.

FACE à ce refus de la normalisation, la junte du général Jaruzelski fait preuve de son impuissance. Certes, elle a pu réussir quelques opérations circonstanciées, provoquant le désarroi jusque dans les rangs de Solidarité — tels le choix du moment de la dissolution du syndicat ou encore la libération de Lech Walesa. Elle harcèle et réprime les militants syndicaux, elle tente de les diviser, elle empoisonne l'atmosphère en cherchant à faire passer tel ou tel militant prestigieux pour un agent. Mais ses succès mêmes sont à l'image de ses marges de manœuvre : petites, comme est restreinte sa base sociale ramenée à sa plus simple expression — l'appareil répressif et économique de l'Etat et du parti.

Cette faiblesse est la source de divisions au sein même de la bureaucratie, dont les différents secteurs subissent les pressions de divers intérêts sociaux et tentent de s'y adapter. Cela se manifeste dans les contradictions de la politique de la junte et contribue à accroître sa paralysie.

DANS cette situation, le désarroi programmatique de Solidarité reste le principal atout de la bureaucratie. Mais les débats au sein du mouvement de masse, notamment après l'échec de la grève générale du 10 novembre, lui ont d'ores et déjà permis de progresser sur la voie d'une compréhension collective de ses tâches. La déclaration de la TKK citée précédemment, qui souligne la nécessité de casser l'actuelle dictature de la junte et qui appelle à la préparation de la grève générale comprise comme une tâche stratégique pour les travailleurs, en est le meilleur témoignage.

Soutenir le combat du syndicat clandestin, défendre ses militants victimes de la répression, populariser la lutte des travailleurs polonais — c'est cela qu'attendent de nous les militants de Solidarnosc. Ces tâches sont d'autant plus importantes pour le mouvement ouvrier international, alors que Jaruzelski et ses soutiens internationaux voudraient étouffer la voix des ouvriers de Pologne.

Cyril Smuga

## La RFA à la veille des élections du 6 mars



Manifestation de jeunes contre le chômage à Francfort.

### I. Le triste bilan de Helmut Schmidt

EN octobre dernier, le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt quittait le pouvoir, mettant ainsi fin à seize années de participation de son parti au gouvernement d'Allemagne fédérale. Cette transformation du paysage institutionnel et le retour des chrétiens-démocrates (CDU-CSU) aux postes de commande marquent une modification décisive de la situation politique du pays.

Pour asseoir son autorité et se doter d'une majorité solide, la nouvelle coalition a dû se résoudre à organiser pour le 6 mars prochain des élections générales anticipées. A la veille de ce scrutin-test, il n'est pas inutile de revenir brièvement sur le bilan de la gestion d'un des plus puissants partis ouvriers réformistes d'Europe occidentale.

Les sociaux-démocrates allemands ont été victimes d'un retournement d'alliances. Leurs partenaires libéraux (FDP) avec lesquels ils gouvernaient depuis 1969, ont, au terme de plusieurs mois de crise économique, préféré passer un accord avec la CDU-CSU.

#### Victimes de leur alliance

A l'origine de cet éclatement, le « manifeste pour l'économie de marché » lancé par le comte Otto Lambsdorff, le ministre libéral de l'Economie. Inspiré des thèses en vigueur outre-Manche et outre-Atlantique, ce document prônait une réduction de moitié de l'impôt sur le patrimoine, une forte diminution des taxes sur le chiffre d'affaires, une augmentation de la fiscalité indirecte et des coupes claires dans les allocations-chômage, les aides aux handicapés, aux écoles, etc. Schmidt ne pouvait accepter d'aller aussi loin. Un tel programme risquait en effet de lui aliéner le soutien des syndicats et d'une grande partie des travailleurs, ruinant du même coup son projet de collaboration de classes.

Au-delà d'une simple divergence sur les options économiques, c'est une modification profonde de l'attitude de la classe dominante envers la social-démocratie que traduisait l'attitude des libéraux. Quelle qu'ait pu être son action au sommet de l'Etat, le SPD n'a jamais été considéré par les milieux d'affaires comme leur parti. Mais, dans la période d'expansion des années soixante et du début des années soixante-dix, les liens de cette formation avec la classe ouvrière, sa capacité à contrôler et à maîtriser les débordements constituaient un facteur de stabilité de la République fédérale. Le patronat accepta alors d'échanger la « paix sociale » contre une série de concessions économiques et institutionnelles.

L'arrêt de la croissance en 1982, la chute des investissements, les

12 000 faillites, le déficit budgétaire de plusieurs milliards de marks ont poussé la bourgeoisie à mettre un terme à une expérience qui ne correspondait plus à ses besoins. La présence au gouvernement d'une force qui doit négocier les mesures d'austérité avec les syndicats devenait une entrave à l'heure où il faut liquider des conquêtes sociales majeures pour permettre aux firmes de répondre à une concurrence exacerbée. De la même façon qu'ils avaient utilisé le FDP pour peser sur la politique du précédent cabinet, les possédants se servirent de ce parti pour chasser les sociaux-démocrates.

Le FDP, malgré l'étroitesse de son influence dans l'opinion, disposait au



Bundestag d'un nombre de sièges suffisant pour se situer en position d'arbitre. Par sa politique, Schmidt a d'ailleurs contribué au renforcement de ce parti bourgeois, multipliant les concessions à son égard, le présentant aux travailleurs comme l'appoint indispensable à la présence des sociaux-démocrates au pouvoir.

Aussi, durant treize ans, le FDP a vu croître son influence, recueillant jusqu'à 10 % des suffrages aux législatives de 1980. A l'inverse, à la suite de leur « trahison », les libéraux se sont littéralement effondrés, n'atteignant pas, dans les diverses élections régionales, le score de 5 % nécessaire pour obtenir une représentation parlementaire dans les Land. Tous les sondages laissent aujourd'hui présager leur disparition du Parlement au lendemain du 6 mars.

#### Au service du patronat

Le patronat a pu se débarrasser de Schmidt sans risquer une confrontation sociale d'ampleur. Car le bilan des sociaux-démocrates n'avait guère de quoi enthousiasmer les travailleurs et les inciter à se mobiliser pour faire obstacle aux manœuvres réactionnaires.

Les « vastes réformes » promises en 1969 n'ont jamais vu le jour. La répartition des richesses demeure identique. Aujourd'hui comme hier, 1,7 % des ménages détiennent 74 % des moyens de production. La

charge fiscale d'un salarié a augmenté deux fois plus vite que son traitement brut. L'impôt sur les salaires finance le tiers des recettes du fisc, contre 9,6 % en 1950. Les profits patronaux ont par contre pris l'ascenseur : entre 1971 et 1977, les cinq premiers groupes allemands ont accru leur chiffre d'affaires de 59 % et leurs bénéfices nets de 58 %.

Le développement de la crise a conduit Schmidt à mettre en œuvre une politique « anti-inflationniste » combinant la défense du Mark, la réduction des dépenses publiques et l'amputation du niveau de vie des salariés. Privilégier le rétablissement des profits, tel fut son objectif principal comme en témoigne le rapport économique annuel adopté par le cabinet fédéral en février 1982 : « Le renforcement des investissements privés présuppose une amélioration nette et durable au niveau des coûts en ce qui concerne les frais salariaux, les prix des importations et les taux d'intérêts. Sans une amélioration sensible des bénéfices, en régression considérable ces dernières années, on ne peut s'attendre ni à une reprise durable des investissements, ni à une augmentation des offres d'emplois. » Conséquence directe de cette orientation : depuis 1980 la consommation des ménages est en recul constant.

Cette capitulation devant les exigences des possédants, on la retrouve dans tous les domaines. On a vu les notables du SPD ne pas hésiter à utiliser tous les moyens répressifs pour combattre les luttes de la jeunesse. On les a vus approuver sans réserves l'implantation en RFA des fusées Pershing et des missiles Cruise, malgré l'hostilité d'une majorité de la population.

Comment dès lors s'étonner de la perte massive d'audience qui a frappé le SPD et l'a entraîné, pour la première fois depuis des années, sous la barre des 35 % lors de plusieurs consultations électorales ! Comment s'étonner que des centaines de milliers de jeunes cherchent dans le courant « vert », une alternative ?

Depuis leur retour dans l'opposition, les sociaux-démocrates ont refait une partie du terrain perdu. Nombreux sont les travailleurs qui leur accordent de nouveau leurs suffrages, non pour marquer leur approbation de la politique passée, mais pour faire barrage à la réaction. Il reste que les conditions dans lesquelles l'ancien chancelier a dû céder la place à l'automne dernier, en renforçant la désorientation du mouvement ouvrier, risquent de peser lourd sur les capacités des travailleurs à faire face à des attaques qui s'annoncent particulièrement brutales.

Christian Picquet

● Prochain article : un scrutin à l'issue incertaine.

## ETAT ESPAGNOL

# Les travailleurs face à un changement sans contenu

EN votant en masse pour le Parti socialiste ouvrier (PSOE) le 28 octobre dernier les travailleurs espagnols ont exprimé leur aspiration au changement, leur volonté de chasser du pouvoir une droite discréditée, de faire barrage aux secteurs réactionnaires, particulièrement puissants au sein de l'appareil d'Etat hérité du franquisme. D'ores et déjà, ils peuvent mesurer le gouffre qui sépare leurs espoirs de l'orientation effectivement développée par le gouvernement de Felipe Gonzalez.

A la place du changement attendu, le monde du travail a vu se déployer une stricte politique déflationniste calquée sur celles qui sont en vigueur dans la plupart des pays de l'Europe capitaliste. « Une politique sévère sur le plan monétaire ou en matière de dépenses publiques, transcendant les options idéologiques, est indispensable pour remettre sur pied l'économie espagnole », explique tranquillement José Sevilla, le secrétaire d'Etat aux Finances. Pour réduire la consommation populaire, on a augmenté la fiscalité indirecte. Le prix de l'essence s'est notablement élevé, avec toutes les conséquences que l'on devine sur les tarifs de l'électricité, des transports, etc.

### Promesses oubliées

Les syndicats, soucieux de ne pas gêner le pouvoir, ont signé avec le patronat un pacte social qui se traduira en premier lieu par une baisse du pouvoir d'achat (voir *Rouge* du 11 février). Une subordination aux options gouvernementales que Nicolas Redondo, le secrétaire général du syndicat socialiste UGT, justifie ouvertement : « Nous sommes parfaitement conscients qu'un échec du gouvernement serait aussi le nôtre. »

Rien ne sera entrepris cette année

pour réduire un chômage qui affecte pourtant 16,5 % de la population active. La réduction de la durée du travail à quarante heures hebdomadaires ne s'accompagnera d'aucune disposition obligeant par exemple les chefs d'entreprise à créer des emplois.

On retrouve la volonté de conciliation envers la classe dominante sur l'ensemble des terrains. Durant la campagne électorale, le PSOE promettait d'agir sans faiblesses pour subordonner la hiérarchie militaire au pouvoir civil. Ce bien vague engagement n'empêcha pas le chef du gouvernement, quelques jours après son entrée en fonctions, de s'adresser aux officiers de la division blindée Brunete — impliquée dans toutes les tentatives putschistes de ces dernières années — pour exalter l'« unité de la nation » et proclamer que l'armée « est la colonne vertébrale de l'Etat ».

Dans la foulée, en dépit des puissantes démonstrations anti-impérialistes de l'an dernier, les socialistes repoussaient aux calendes le référendum promis sur l'entrée du pays dans l'OTAN. Ils s'engagèrent même dans la négociation avec les Etats-Unis d'un accord qui devrait permettre le maintien des bases US sur le territoire espagnol.

Enfin, sur la brûlante question des nationalités, le pouvoir a multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard d'une droite centraliste et hostile à la moindre décentralisation des pouvoirs. Il n'est pas question de mettre un terme à la répression contre les nationalistes basques et d'abroger la loi d'harmonisation des processus d'autonomie (LOAPA) grâce à laquelle le précédent régime avait considérablement restreint les droits octroyés aux gouvernements régionaux.

Face à un changement qui s'avère sans contenu, le mouvement populaire traverse aujourd'hui une phase

de maturation et de débat. Dans sa grande majorité, il subit encore les contrecoups des échecs de la période antérieure, de l'incapacité à opposer une mobilisation unitaire aux attaques du patronat, des secteurs réactionnaires et des officiers conjurés. Il n'a pas encore surmonté les effets dévastateurs de la politique droitiste des directions réformistes. Il en résulte le maintien d'une désorientation que nos camarades de la LCR (section de la IV<sup>e</sup> Internationale) analysent ainsi : « La grande majorité des dix millions de votants pour le PSOE (...) ne croit pas, du moins

au début, qu'il soit possible d'obtenir plus que ce que promet Felipe Gonzalez. »

### L'exemple de Gijon

Mais d'autres secteurs cherchent la voie d'une action de masse. C'est le cas à propos du droit à l'avortement (voir ci-dessous). Et c'est aussi le sens des événements récents de Gijon, la capitale des Asturies.

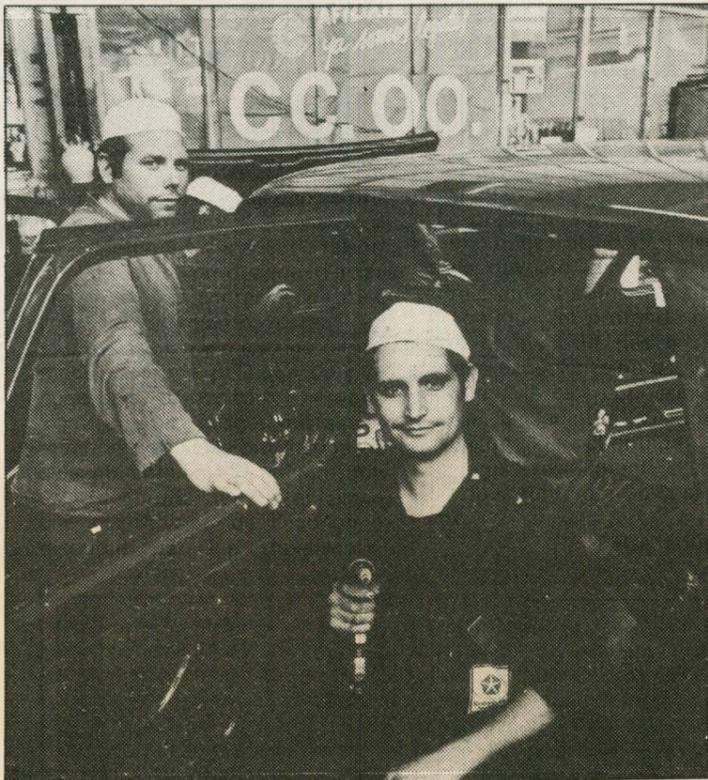
Dans cette cité particulièrement touchée par la restructuration des

aciéries et des chantiers navals — 20,6 % de la population sont au chômage, ce pourcentage s'élevant à 42,3 % chez les jeunes — une grève générale a rassemblé, le 25 janvier, la quasi-totalité de la population laborieuse et cent mille personnes ont manifesté à cette occasion. Pourtant, les directions ouvrières avaient tout mis en œuvre pour limiter l'impact de l'arrêt de travail, le PSOE dénonçant des « éléments anarchisants » et les Commissions ouvrières (dirigées par le Parti communiste) appelant au respect des « cadres constitutionnels ».

Deux éléments ont permis le succès de cette journée. D'abord, l'opiniâtreté des ouvriers des trois entreprises (Avello, Moreda et Crady) qui, au cours des derniers mois, sont descendus presque quotidiennement dans la rue, édifiant des barrages, bloquant le trafic automobile, etc. Leur détermination fut relayée par le Courant syndical de gauche (CSI), formé de militants et responsables exclus du PC des Asturies et des Commissions ouvrières en 1978. Dirigé par Luis Redondo (l'une des principales figures du mouvement ouvrier de cette région depuis les années 1960), ce courant est particulièrement influent à Gijon, son prestige se répercutant au sein des comités d'entreprise et même des grandes organisations syndicales.

A travers la grève du 25 janvier, les travailleurs de Gijon ont, en rompant avec la passivité des états-majors, ouvert une brèche dans laquelle d'autres secteurs pourraient s'engouffrer. Luis Redondo en est parfaitement conscient quand il indique : « Cela ne marque nullement la fin d'un mouvement. Il s'agit d'une expérience exportable dans le reste de la province. » Et il ajoute : « Cette mobilisation démontre qu'il existe un espace pour la gauche la plus combative. »

Christian Picquet



## ► Avortement : vers une épreuve de force ?

LE Conseil des ministres espagnol a approuvé le 2 février un projet de loi qui prétend « dépenaliser l'avortement ». Il sera soumis au Parlement en procédure d'urgence. En fait, ce projet est extrêmement limité, il légalise l'avortement dans trois cas seulement : danger grave pour la santé ou la vie de la femme, sans limite de temps ; viol, dans les trois premiers mois et sous réserve que celui-ci ait été dénoncé aux autorités compétentes ; malformation du fœtus, après avis de « deux médecins spécialistes, autres que celui qui pratiquera l'intervention ». C'est en fait l'équivalent de l'avortement thérapeutique.

Hormis ces trois cas, l'avortement restera un délit, passible d'une peine de 6 à 12 ans de prison pour ceux qui le réalisent et de 6 mois à 6 ans pour les femmes qui avortent.

Alors que l'avortement est totalement interdit en Espagne jusqu'à aujourd'hui, sa réalité « clandestine » est un phénomène social explosif qui a suscité de nombreuses luttes du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier.

Les chiffres avancés officiellement sont de trois cent mille avortements clandestins par an, et trois mille morts de femmes, dues aux mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité, sans compter les infections graves qui laissent des séquelles. Depuis peu, des réseaux plus systématiques sont organisés pour que les femmes puissent aller avorter en Angleterre ou en Hollande. Mais cette solution reste très coûteuse, de l'ordre de 3 000 F à 3 300 F. Malgré cela, de source officielle anglaise, vingt mille Espagnoles ont avorté en

Grande-Bretagne en 1982, et l'on peut dire à peu près autant en Hollande.

Cette réalité, le nouveau gouvernement socialiste ne pouvait l'ignorer. La dépenalisation de l'avortement faisait partie de son programme électoral, et il ne pouvait manquer de se confronter rapidement à ce problème sous peine de perdre de son crédit. Ainsi, le mois dernier à Barcelone, lors du procès qui a condamné très durement deux infirmiers ayant pratiqué des avortements, les juges se sont adressés au gouvernement de manière pressante pour lui demander « de modifier la législation et de l'adapter au changement de la conscience sociale sur cette

question. »

Mais la voie choisie par le gouvernement de Felipe Gonzalez est la plus mauvaise : avec son projet, il essaye de donner le change à tous ceux et celles qui luttent pour le droit à l'avortement tout en ménageant une droite farouchement opposée à toute libéralisation.

### La croisade de la droite

Or la légalisation de l'avortement thérapeutique ne peut à l'évidence prétendre apporter une solution au problème de l'avortement clandestin en Espagne. Selon le PCE « les trois cas envisagés concernent seulement 5 % des avortements. »

Cela n'empêche pourtant pas la

droite de mener une campagne d'opposition des plus violentes.

A l'issue de la Conférence épiscopale espagnole qui s'est tenue la semaine dernière, les évêques ont déclaré « ne pas pouvoir donner à l'avortement d'autre qualification morale que celle d'homicide ». Les termes sont paraît-il pesés. Julio Castelao, le président de l'Action familiale va encore plus loin quand il s'oppose à l'avortement en cas de viol : « Je ne rends pas les femmes coupables d'avoir été violées, mais je les accuserais du meurtre d'un innocent. » Pour ce monsieur, le fœtus n'a pas de prix.

Hiérarchie catholique, associations familiales, Ordre des médecins, Ordre des pharmaciens, le tout sous l'égide du parti de droite, l'Alliance populaire, tous hurlent à la mort pour sauver les fœtus contre l'avortement thérapeutique des socialistes.

La campagne s'organise donc comme une croisade, elle a son évêque qui appelle à manifester devant les maisons des femmes ayant avorté. Mais la visée de la droite est claire : ressouder ses troupes et sa base sociale à travers un thème dont elle espère qu'il rencontrera un écho dans une Espagne où l'emprise de la religion est très forte et qui sort à peine de 40 ans de franquisme.

### Une aspiration profonde et massive

Cependant la réalité de l'avortement clandestin touche profondément une grande partie de la popu-

lation. Ce fait ouvre un espace à un mouvement profond et massif sur la question du droit à l'avortement en Espagne.

A gauche, le projet est jugé ouvertement insuffisant. Son aspect restrictif est contesté jusque dans les rangs du PSOE, dont certains, — parmi eux des membres du gouvernement — avaient déjà protesté contre l'insuffisance d'un projet similaire de la droite en 1979. Récemment les Jeunesses socialistes espagnoles ont adopté en congrès une motion demandant « l'avortement libre et gratuit ».

A l'initiative de la coordination des féministes, des manifestations et actions de sensibilisation ont déjà eu lieu à Barcelone et à Madrid. Elles se proposent de faire une grande campagne d'explication et de popularisation à partir d'un manifeste : « Droit à l'avortement, c'est aux femmes de décider ».

Quant au PCE, qui revendique dans son programme l'avortement libre jusqu'à un délai de trois mois, il impulse une commission chargée de rédiger un accord minimal sur la reconnaissance du droit à l'avortement dans lequel pourrait se reconnaître plusieurs forces politiques et secteurs professionnels. Les bases en sont : « La prise en compte de l'avortement clandestin comme une réalité sociale à laquelle il faut répondre ».

Plusieurs forces convergent pour lancer une campagne pour le droit à l'avortement et faire contre-feu à la droite. D'ores et déjà le 8 Mars se dessine comme un temps fort de cette mobilisation

Sonia Folloni



## ISRAËL

## La fin de la «trêve» politique

LES manifestants qui s'étaient rassemblés par centaines de milliers à Tel-Aviv au lendemain des massacres de Sabra et Chatila avaient placé le gouvernement Begin devant un choix redoutable : soit il ignorait cette réaction de masse au risque de voir se développer une crise pouvant provoquer une rupture au sein de la coalition gouvernementale ; soit il tentait de désamorcer la mobilisation en acceptant la constitution d'une commission d'enquête indépendante, au risque de se voir ultérieurement condamné par celle-ci. Sous la pression de secteurs minoritaires de son gouvernement, Begin avait finalement opté pour la seconde solution.

Ce choix s'est, dans un premier temps, révélé payant. Dès l'annonce de la constitution de la commission présidée par le juge Kahane, le Parti travailliste et le mouvement « Peace Now » se prononçaient pour une « trêve politique », ne voulant pas préjuger des conclusions de l'enquête. Dès lors, le gouvernement avait à nouveau les mains libres pour poursuivre sa politique au Liban. Sans cette « trêve », il eût, par exemple, été très difficile à l'armée israélienne de mener son intervention aux côtés des Phalangistes contre le bastion druze dans les montagnes du Chouf, à proximité de Beyrouth.

### Démobilisation malgré l'impopularité de la guerre

La démobilisation a été encore accentuée sous prétexte de l'ouverture des négociations entre Israël et le Liban. Le refus des travaillistes et de « Peace Now » de « mettre en difficulté la délégation israélienne par des mobilisations de masse et des pressions intérieures » ont permis à Sharon de faire monter les enchères (exigence de bases permanentes au

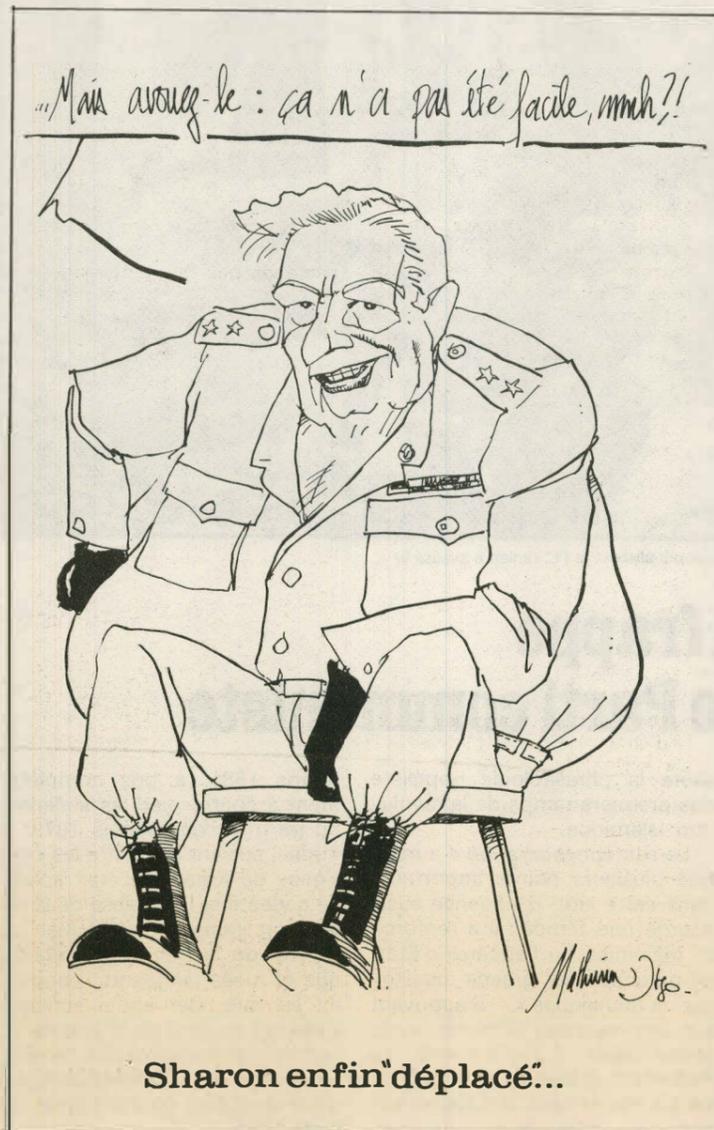
Sud-Liban), partant de faire piétiner les négociations même si cela signifiait une tension grandissante avec Washington. N'a-t-il pas fallu deux mois pour parvenir à un accord sur l'ordre du jour ? (voir Rouge n° 1047). A ce rythme, les militaires israéliens pouvaient espérer célébrer en territoire libanais le premier anniversaire de leur invasion de juin 1982...

La guerre, pourtant, est de plus en plus impopulaire en Israël. Beaucoup prennent conscience que l'armée sioniste s'enlise. Chaque jour sont annoncées de nouvelles victimes d'actions menées par les forces nationales libanaises et la résistance palestinienne qui n'a pas totalement été éliminée comme Sharon et ses partisans voulaient le faire croire. Le fait que les réservistes seront obligés, cette année, de passer 80 jours sous les drapeaux ne contribue évidemment pas à rendre populaire la présence prolongée au Liban... Mais les doutes, la lassitude ou même l'opposition à l'occupation du Liban ne se sont jusqu'alors pas traduits par un rejet du gouvernement pourtant directement responsable de cette politique. C'est là, pour l'essentiel, le produit de la politique des dirigeants travaillistes, de leur refus et de leur incapacité à s'ériger, sur la base d'une critique globale, en direction alternative aux yeux d'une majorité de la population.

Le contenu des conclusions de la commission d'enquête ne peut contribuer, au-delà des silences gênés des travaillistes, à mettre fin à la « trêve politique ». L'assassinat d'un manifestant pacifiste par des activistes de la Ligue de défense juive devant le siège du gouvernement en est l'illustration spectaculaire et tragique.

### Complicité seulement...

Certes, le juge Kahane et ses collaborateurs ont rejeté toutes les



preuves de la présence de soldats israéliens dans les camps de Sabra et Chatila. De même, ils ont refusé d'admettre que l'état-major israélien

et les Phalangistes étaient d'accord sur l'objectif de « nettoyer Beyrouth de toute présence étrangère ». En bref, s'ils ont conclu à une responsabilité indirecte dans les massacres, ils ont refusé d'admettre la complicité. Cela aurait signifié reconnaître que le gouvernement israélien et son état-major sont coupables de génocide et de crimes contre l'humanité.

Toutefois, les membres de la commission n'ont pas cherché un bouc émissaire au sein de l'armée. Leurs accusations impliquent le gouvernement Begin dans son ensemble. C'est en ce sens qu'elles contribuent grandement à ce qu'un point final soit mis à la « trêve politique ». D'autant que leurs conclusions rejoignent et confortent le point de vue d'une partie substantielle de la classe dirigeante sioniste — et de l'administration américaine — qui considère que l'équipe actuellement au pouvoir à Jérusalem est trop aventuriste, donc dangereuse, pour les intérêts à long terme du sionisme et de l'impérialisme.

Dans ce contexte, le maintien de Sharon au sein du gouvernement ne répond pas seulement à la nécessité dans laquelle se trouve Begin de maintenir l'équilibre fragile de sa coalition gouvernementale. Il annonce la poursuite de la politique jusqu'alors suivie au Liban et plus généralement vis-à-vis de la question palestinienne.

Pour beaucoup, la commission Kahane serait la preuve d'une « vitalité de la démocratie israélienne ». L'interview ci-contre rappelle ce qu'est cette prétendue « démocratie » coupable de 9 000 disparitions ces derniers mois... En réalité, les conclusions très politiques des trois juges sont avant tout l'expression des divisions et des déchirements croissants au sein de l'appareil sioniste face à une guerre qui n'en finit pas.

Jean-Pierre Beauvais

## Des milliers de Palestiniens toujours aux mains des sionistes

### • Interview de Lea Tsemel, avocate israélienne

Les conclusions de toutes les organisations humanitaires internationales ayant enquêté au Liban depuis l'invasion israélienne sont concordantes : l'armée de l'Etat sioniste a arrêté et interné lors de rafles massives près de 50 000 personnes. Essentiellement des Palestiniens de sexe masculin parmi lesquels nombre d'adolescents et de vieillards ; mais aussi des Libanais et des ressortissants d'autres pays arabes.

Tous ont subi de longs interrogatoires, le plus souvent accompagnés d'humiliations, de coups, de tortures. Tous ont eu à souffrir de la faim.

Suite aux interventions répétées de la Croix-Rouge internationale, les détenus âgés de moins de douze ans, les blessés graves, la grande majorité des étrangers et de nombreux Libanais ont été remis en liberté par les autorités israéliennes. Depuis octobre dernier, plusieurs dizaines d'autres sont libérés chaque semaine tandis que de nouvelles arrestations ont lieu : il s'agit souvent de ceux-là même qui ont été libérés antérieurement...

Le mois dernier, Israël a reconnu détenir environ 6 000 personnes dans le camp de El

Ansaar, situé au Sud-Liban, plus une vingtaine — dont onze femmes — dans des prisons israéliennes. Pourtant le Croissant Rouge palestinien et le Comité des familles des détenus au Liban affirment être sans nouvelles de plus de 15 000 personnes. On ignore donc où se trouvent 9 000 d'entre elles. Quel est, quel a été, le sort de ces « disparus » ?

Combien d'entre eux sont aux mains des Israéliens ? Combien ont été remis aux Phalangistes et aux milices du commandant Haddad ? Combien sont morts à la suite des sévices et des tortures qui leur ont été infligés ? Combien ont été assassinés ou enterrés clandestinement ?

Les 6 000 détenus dont Israël reconnaît officiellement l'existence n'ont pour leur part aucun statut juridique, aucun droit formel. Ils sont parqués dans ce qu'il faut appeler un véritable camp de concentration. Nous avons interviewé Maître Léa Tsemel, avocate israélienne, à laquelle plus de 6 000 familles palestiniennes ont fait appel pour qu'elle les représente auprès de Jérusalem, en particulier, la Haute Cour de justice de l'Etat sioniste.

J.-P. B

### • Que signifie pour une avocate israélienne représenter les détenus palestiniens au Liban ?

— Au début de la guerre, la question des détenus était entourée d'un épais écran de fumée. Personne ne parvenait à obtenir des informations précises, si ce n'est que des dizaines de milliers d'hommes avaient été enlevés par les Israéliens. En juillet dernier, des représentants de plusieurs organismes internationaux et de divers comités de soutien m'ont demandé de me charger de leur défense. Petit à petit, des procurations de la part de familles concernées me

sont parvenues afin que je puisse intervenir formellement auprès des autorités. Aidée par deux autres avocats — palestiniens —, j'ai d'abord essayé d'obtenir une réponse formelle du gouvernement sur les détentions. Après trois mois de tracaseries administratives et de faux-fuyants, j'ai enfin eu la confirmation de ces détentions par Israël mais accompagnée d'un refus du droit de visite. Nous avons alors décidé de faire appel devant la Haute Cour de justice pour que celle-ci demande aux autorités les raisons pour lesquelles nos clients étaient détenus, quel était leur statut formel, afin

d'obtenir l'autorisation de leur rendre visite et de leur apporter l'aide juridique dont ils ont besoin. Entre-temps, en collaboration avec d'autres institutions, l'Association des familles de détenus m'a fait parvenir plus de 5 000 nouvelles procurations.

### • Quels sont les objectifs de cette action juridique ?

— Tout d'abord imposer un statut formel pour les détenus et, en conséquence, l'application de certains droits. En effet, personne ne sait en vertu de quoi les autorités israéliennes maintiennent prisonniers ces

milliers de personnes : s'agit-il de prisonniers de guerre, de détenus civils ? S'ils sont civils, la Quatrième Convention de Genève concernant la protection des civils doit être appliquée. S'ils sont détenus comme prisonniers de guerre, c'est la Troisième Convention qui doit être appliquée. Or, Israël n'applique ni l'une ni l'autre. Il y a là violation évidente du droit international. Le fait est que, lors de la séance à la Cour suprême, le procureur a hésité à reconnaître qu'Israël avait envahi le Liban et qu'il occupait une partie de son territoire...

### • Et au-delà ?

— Cela dépend évidemment du verdict de la Cour qui a donné au gouvernement soixante jours pour répondre à nos arguments. Si nous recevons l'autorisation de rendre visite aux prisonniers, nous pourrions au moins savoir qui est réellement détenu par l'armée israélienne, nous occuper des cas les plus urgents, faire libérer une partie d'entre eux. Mais il est certain que notre action en tant qu'avocats n'a véritablement de sens que si elle s'appuie sur une large campagne politique en faveur des détenus. Seul un mur de solidarité internationale peut défendre avec efficacité les prisonniers palestiniens et imposer la seule chose qui soit juste : leur libération et la liquidation des camps de concentration au Liban et en Israël.

### • L'action juridique n'est donc que l'un des aspects de la défense des détenus palestiniens et libanais...

— Ce qui est avant tout nécessaire, c'est une campagne politique, en

Israël et à travers le monde. Nous n'avons pas besoin d'avocats pour affirmer que les conditions de vie dans le camp d'El Ansaar — et vraisemblablement ailleurs — sont atroces. Les témoignages abondent en ce sens. Le problème est que la grande majorité de l'opinion publique locale et internationale ignore jusqu'à l'existence même de ces milliers de détenus. Ceci doit être l'objectif premier de tout ceux qui savent ce qui se passe à El Ansaar : publier les faits et les dizaines de témoignages, exiger des commissions d'enquête indépendantes, exiger de leurs gouvernements respectifs qu'ils soulèvent le problème auprès des autorités israéliennes. Il s'agit de véritables camps de concentration. Il faut en même temps soulever le problème des disparus.

### • De quelles informations dispose-t-on sur la question des disparus ?

— Tout ce que je peux dire, c'est que le gouvernement israélien reconnaît détenir environ 6 000 personnes tandis que les familles affirment que plus de 15 000 personnes interpellées par l'armée israélienne ne sont pas revenues. Où sont-elles ? Israël reconnaît l'existence du camp d'El Ansaar. Nous avons de très nombreuses informations sur toute une série d'autres camps, y compris en Israël même. Au Sud-Liban, la rumeur circule selon laquelle les Israéliens remettent une partie des détenus aux Phalangistes et aux miliciens de Haddad. Après les massacres de Beyrouth, chacun sait ce que cela veut dire...

# IRAN



Combattants kurdes : au nom de « l'unité anti-impérialiste », le PC iranien a avalisé la répression du mouvement des nationalités.

## La répression frappe maintenant le Parti communiste

**P**LUSIEURS dirigeants centraux du Parti communiste iranien, le Tudeh, ont été arrêtés le 5 février dernier à Téhéran. Parmi eux figure le secrétaire général, Nouredine Kianouri. Tous sont accusés « d'espionnage au profit de l'URSS ». L'un des membres du conseil de direction des « Gardiens de la révolution » (milices du Parti de la République islamique), l'ayatollah Janati, a déclaré une semaine après, que ces arrestations mettraient un terme à l'espoir des Soviétiques « de comploter contre l'Iran par le biais du parti Tudeh ».

L'arrestation de Kianouri et la répression qui frappe un parti qui se veut toujours l'un des meilleurs défenseurs de « la ligne révolutionnaire de l'Iman Khomeiny », attestent de l'évolution de plus en plus rapide du régime et du poids croissant que jouent en son sein les secteurs les plus favorables à une stabilisation du régime sur la base de la consolidation de l'appareil d'Etat et de la normalisation de ses relations avec certaines puissances impérialistes, comme le Japon, la RFA, voire les Etats-Unis.

### L'évolution rapide du régime

Cette fraction, dite « hodjatieh », au sein du PRI s'oppose aux secteurs dits « maktabi » ou du « clergé militant », qui se réclament eux de « la ligne de l'Iman » et ont encore recours à

toute la phraséologie populiste des premiers temps de la révolution islamique.

Le secteur « hodjatieh » a marqué plusieurs points importants dans cette lutte d'influence aussi sourde que féroce : il a renforcé sa mainmise sur l'appareil d'Etat, en particulier les grands ministères « techniques ». S'appuyant sur des secteurs importants du grand bazar, il est parvenu, au Parlement, à bloquer trois projets de loi concernant la nationalisation du commerce extérieur, l'application d'une réforme agraire pourtant bien modérée dans son principe et une autre loi de confiscation des biens des exilés « taghoutis », les profiteurs de l'ancien régime. Il est par contre à l'origine des nouveaux textes sur la législation du travail qui reprennent, sous le couvert de l'Islam, les conceptions corporatistes en vigueur sous le régime du shah. Enfin, dans le domaine de la politique extérieure on a assisté, sous le prétexte de l'effort de guerre contre l'Irak, à la multiplication des gestes de bonne volonté, — signatures d'importants contrats à la clé — en direction de plusieurs puissances impérialistes. Récemment encore, on apprenait que des négociations secrètes étaient en cours avec les Etats-Unis eux-mêmes, pour l'indemnisation des entreprises et des biens US nationalisés en Iran.

Cette évolution du régime, que tout laissait prévoir, notamment depuis le déclenchement de la grande vague répressive du prin-

temps 1981, a pris complètement à contre-pied les stalinien du parti Tudeh. Depuis 1979, le Tudeh, suivant à la lettre les consignes du Kremlin, s'était acharné à identifier la défense de la révolution iranienne au soutien au régime de la République islamique et à ses dirigeants, Khomeiny en tête. Cet appui acritique s'est fait au nom de la priorité au combat anti-impérialiste, identifié lui-même à la confrontation entre le régime de Téhéran et les Etats-Unis.

### L'aboutissement d'une capitulation

C'est au nom de « l'unité anti-impérialiste » que le Tudeh a avalisé toutes les mesures répressives du régime. Certains de ses militants ont même collaboré ouvertement, aux côtés des khomeinistes, à la lutte contre les organisations d'extrême gauche pourchassées ou contre le mouvement des nationalités.

Cette politique de trahison des intérêts des masses iraniennes a été justifiée par le Tudeh au nom d'une vision mondiale des affrontements de classes qui mettraient aux prises d'un côté l'impérialisme et de l'autre le camp socialiste et ses alliés « naturels », les gouvernements qualifiés « d'anti-impérialistes ». Cette ligne se situait dans le droit fil de toute la politique des PC dans le monde musulman au cours des trente dernières années. Et le Tudeh en paye aujourd'hui le même prix qu'autrefois ses compères des PC irakien, égyptien ou soudanais. Ils avaient expliqué eux aussi qu'on pouvait faire confiance à des directions nationalistes bourgeoises portées au pouvoir par d'importantes mobilisations de masse et que, pour toute une période historique, il fallait que les luttes de classes restent subordonnées à la « lutte contre l'impérialisme » que prétendaient mener ces directions. Le critère essentiel de cet anti-impérialisme se confondant de plus en plus par ailleurs avec l'établissement de « rapports amicaux » avec l'Union soviétique. On voit aujourd'hui à quels désastres, quels dévoiements aboutit cette ligne.

Michel Rovère

## COMMERCE EXTERIEUR

### Une centrale française en Afrique du Sud

Tout récemment, il avait été question que les Français participent à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en Afrique du Sud. Nos ministres semblaient divisés sur cette affaire. Il n'est évidemment pas simple de plaider un tel dossier quand l'enjeu est d'aider le régime raciste à se doter de l'arme nucléaire. Même Cheysson s'est déclaré publiquement opposé à cette nouvelle opération. Au contraire, les partisans de cette nouvelle offre sud-africaine faisaient valoir qu'il s'agirait en fait d'une seconde tranche de la même centrale ! La France s'étant engagée à satisfaire les contrats — même les pires — passés avant le 10 mai, il ne pouvait y avoir d'obstacle à cette nouvelle offre.

Or, il se trouve que la première centrale déjà installée, celle de Koeberg près du Cap, fait parler d'elle et que nos ministres feraient bien d'être sensibles à ce qui se passe au sein de la population d'Atlantis, quartier « noir » du Cap situé en bordure de la centrale.

Le journal *Grassroots*, qui popularise la lutte des associations communautaires de quartier et qui exprime évidemment le refus du régime d'apartheid, vient de dénoncer les dangers que constitue cette centrale pour les populations de cette zone.

Il y aurait même un début d'organisation contre la centrale auquel le gouvernement a tenté de répondre en diffusant par tracts des conseils de sécurité en cas d'incident à Koeberg.

Mais la population ne l'entend pas de cette oreille, surtout après que se soient produites en décembre quatre explosions dans l'usine. *Grassroots* reproduit quelques positions de gens d'Atlantis : « Les gens pensent que les autorités ne disent pas la vérité sur les dommages faits par ces explosions. Ils pensent aussi qu'il y a eu d'autres fautes graves à Koeberg qui ont été gardées secrètes (...) Pourquoi l'Afrique du Sud a-t-elle besoin d'une centrale nucléaire quand il y a tout le charbon nécessaire pour fabriquer l'électricité ? Les gens pensent que le gouvernement veut une centrale nucléaire car avec elle il pourra faire des bombes nucléaires. »

Ont-elles su, ces populations, que Lionel Jospin avait fait un discours enflammé le lendemain du 10 mai 1981, à la tribune de l'UNESCO, annonçant que la France allait dorénavant cesser d'importer de l'uranium de Namibie, freiner les investissements français en Afrique du Sud, etc. ? Il n'y eu pourtant guère de suite à ces beaux discours. Outre la présence des Français à Koeberg et dans d'autres projets industriels, il y a toujours là-bas l'un des fondements même des intérêts français dans ce pays, la Banque française d'Afrique australe, filiale de Suez nationalisée.

Pierre Simonet

## EL SALVADOR

L'offensive des révolutionnaires du Front Farabundo Martí de libération nationale s'est poursuivie et in-



tensifiée ces trois dernières semaines. La guérilla est désormais solidement installée dans des régions où jusqu'à présent elle n'avait pu se manifester que sporadiquement. Elle garde le contrôle des principaux centres urbains conquis depuis le mois de novembre dernier. Selon les estimations de « conseillers » dépêchés depuis Washington et dont se fait écho la presse américaine, le FMLN contrôlerait désormais 35 à 40 % du territoire salvadorien.

La récente mise en « état d'alerte » de toutes les unités militaires et de l'ensemble des corps de sécurité récemment décidée par l'état-major de la dictature ne semble guère avoir eu d'effets sur le terrain. Il y a quelques jours, le FMLN attaquait la localité de San Guaybal dans le département d'Usulután. Dix soldats ont été tués et vingt autres blessés au cours de cette action. Au même moment, dans le département de Chalatenango, au nord du pays, quelque deux cents combattants révolutionnaires s'emparaient de l'agglomération de San Miguel de Mercedès tandis que l'armée abandonnait plusieurs localités voisines. La ville Citlala, à la frontière entre le Salvador et le Honduras était évacuée le même jour par les troupes gouvernementales alors que le FMLN occupait la localité voisine de La Reina. Désormais, au poste frontière d'El Poy, à l'entrée de Citlala, ce sont les guérilleros qui contrôlent les passeports sur lesquels ils apposent leurs propres cachets ! Le détachement de l'armée salvadorienne le plus proche est à 35 kilomètres de là, dans le bourg de Téjutla. Les zones comprises entre ces deux agglomérations sont fermement tenues par le FMLN.

Ce scénario — attaque du FMLN, évacuation des troupes de la dictature — s'est déroulé dans une vingtaine de localités depuis la fin du mois de janvier !

Sans être pour l'instant désespérée, la situation des forces de la dictature n'en est pas moins devenue « critique ». D'autant que les profondes divisions apparues ces derniers mois en leur sein sont loin de s'être résorbées.

Dans ce contexte, le porte-parole de la Maison-Blanche a jugé nécessaire de réaffirmer, le 10 février dernier, que la politique américaine au Salvador restait inchangée. Pourtant, un « document de travail » du secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, Thomas Enders, publié par le *Washington Post*, préconise la recherche d'une solution négociée. Faut-il voir là la preuve de divisions au sein de l'administration Reagan alors que le rapport des forces sur le terrain est, à l'évidence, en train d'évoluer ? La réponse de Jane Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et proche conseiller de Ronald Reagan, ne devrait, pour l'instant, laisser planer aucun doute : « Nous continuerons d'apporter un soutien total au gouvernement salvadorien contre les subversifs armés », vient-elle de déclarer au cours de la tournée qu'elle effectue en Amérique centrale.

J.-P. Beauvais

## Cahiers du féminisme

### VIENT DE PARAITRE

Au sommaire :

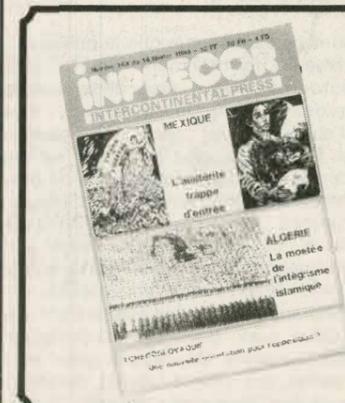
- Le 8 mars.
- Les municipales.
- L'emploi.
- Petite enfance.
- Femmes battues.
- Contraception.
- International (Espagne, USA, GB, RDA, Suède, Palestine, Pérou).

Pour écrire au Cahiers du féminisme : PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

## INPRECOR

Vient de paraître

- Mexique : Une offensive d'austérité.
- Suède : Un premier bilan de la politique des sociaux-démocrates.
- Portugal : Après la dissolution du Parlement.
- Tchécoslovaquie : Où en est l'opposition ?
- Turquie : Après l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution.



# JOUVENCE DU PRIMITIVISME

## De l'univers magique des Indiens Huicholes à l'œuvre foisonnante et envoûtante de Jean Pons

Rare est la découverte d'un art primitif. Plus rare encore qu'il s'agisse d'œuvres qui nous mettent en prise directe avec la pensée et la sensibilité du néolithique. Fantastique que ce soit un art vivant — sans contamination des civilisations modernes — et un grand art, éblouissant de fraîcheur et d'invention, de science de la composition et de maîtrise des couleurs. Tel est pourtant l'art des Indiens Huicholes (1).

### L'univers magique des Indiens Huicholes

Voilà une micro-humanité (6 000 personnes) perdue au cœur de la Sierra Madre (Ohé ! les fans de Houston et Bogart), au Mexique, et qui a réussi à préserver intacte sa culture, dans les conditions de vie les plus misérables, contre les formidables pressions de tous les modernismes.

L'art des Huicholes n'est pas une activité frivole, ni une production destinée aux touristes, mais une pratique magico-religieuse actuelle qui assure leur survie en maintenant leur rapport à l'univers. Et d'abord en maintenant la renaissance du soleil, astre-dieu, omniprésent dans les œuvres, par des sacrifices d'animaux, taureaux ou ces cerfs sacrés qui sont comme leurs animaux totems et qu'ils peignent en rutilantes couleurs.

Une complexe dialectique des quatre éléments se lit dans leurs œuvres en symboles difficiles à déchiffrer, où la fleur de Peyotl, plante hallucinogène du dieu Feu, aliment du corps et de l'âme qui permet d'entrer en communication avec les dieux et de pénétrer l'essence mystérieuse des choses, se change en cerf bleu ou en papillons flamboyants, puis en pluie, à l'évocation des sorciers-chamans.

Le moins étonnant de ces tableaux admirables n'est certainement pas leur technique, inconnue ailleurs dans le monde (et qui laisse à penser pourquoi tant d'œuvres de la préhistoire ont disparu à jamais) : sur des plaques de bois, les Huicholes appliquent de la cire chaude sur laquelle ils composent leurs tableaux par application de fils de laine vivement colorée. Ce procédé, s'il rend ces œuvres fragiles, leur donne une fraîcheur, un éclat et un relief rare.

Il faut voir ces œuvres à la fois pour elles-mêmes et pour l'ouverture qu'elles offrent sur tout art, en ce que celui-ci est pur de tout compromis avec ce qui n'est pas sa fin directe, mais rapport immédiat de ses moyens à ses besoins d'expression fondamentale.

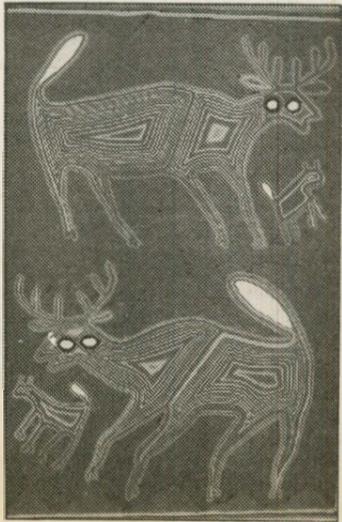
### La « divine simplicité » de Arp

L'art authentique de notre temps n'est pas sans rapport avec les arts primitifs. Moins, d'ailleurs, parce qu'il s'est retrempé aux sources des arts redécouverts d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique précolombienne, que parce qu'il est recommencé, qu'il est lui-même un, ou mieux des arts primitifs.

L'art moderne sort d'une conjon-

tion — à bien des égards stupéfiante — de mutations simultanées qui ont eu lieu au début du siècle (comme si ce début était autre chose qu'une coupure conventionnelle du temps), à la fois dans les sciences de la nature et de l'homme, et des bouleversements sociaux qui ont eu, entre autres, cet effet de jeter les meilleurs artistes dans un ghetto hostile à leur classe d'origine.

Un des plus purs représentants de cet étrange recommencement abso-



L'art des Indiens Huicholes

lu est Hans Arp (1887-1966), déjà phénomène en ce qu'il réussit à être à la fois abstrait et surréaliste.

Ses papiers collés (2) partent d'un fond ultime, bien plus basique que le cubisme dont on pourrait rapprocher ses premiers collages. Ces rectangles distribués « selon les lois du hasard » découvrent (en 1916) la plus simple des harmonies abstraites : un point de départ absolu, le pur sens du beau élémentaire, quasi biologique.

Là commence un long parcours sur tout le siècle, patient, humble mais méthodique, que seul coupe le jeu fascinant du « cadavre exquis » (exécuté avec Sophie Taeuber, sa compagne, Oscar Dominguez, et Marcel Jean). En 1932 et 1933, les formes, toujours disposées « selon les lois du hasard », ne sont plus cubiques : leur disposition, plus aléatoire, est plus évocatrice de la vie, de l'élémentaire à la vie humaine et jusqu'à des suggestions de visages déchirés, éclatés, comme si l'artiste, pas à pas, suivait le chemin de l'évolution des formes.

De 1933 à 1943, Arp retrouve en lui-même des figurations abstraites productrices de symbolisme, proches de celles des Africains et des Indiens. Il fraie des voies que l'on trouve comme développées plus tard par Matisse (les figures blanc sur bleu), par Braque (formes d'oiseaux de 1937), par Michaux (dessins de 1938), par Clave (les papiers froissés de 1942).

Jusqu'à la veille de sa mort, Arp poursuit sa recherche : collages de dessins et de photographies déchirés, introduction d'éléments colorés. Il introduit enfin le relief en trompe-

l'œil.

Les papiers collés sont indissociables des sculptures dont quelques beaux exemples ont la même force que ces monuments mégalithiques qu'Arp estimait tant.

Cette œuvre est réinvention totale. Elle ne doit rien à personne et surtout pas au passé immédiat. Elle nous apprend à voir neuf. Elle reconstruit des valeurs à partir de l'élémentaire dans ce monde sinon sans valeurs, du moins où toutes les valeurs sont à remettre, sont remises en question.

### Matta, tension vers de nouveaux mythes

Ce monde aux valeurs corrompues, les surréalistes étaient persuadés qu'il fallait le ranimer par le surgissement de nouveaux mythes, « concrétions » (mot dont Arp titrait ses sculptures), de signes unifiant de nouvelles valeurs, peut-être d'un nouveau et absolu panthéisme.

C'est en cette direction qu'est orientée l'œuvre de Matta (3). Ses tableaux sont comme le point de rencontre de toutes les dimensions : le macroscopique et le microscopique, le cosmique et le quotidien, l'éclosion et l'explosion. Dans ses lumières d'industrie et de laboratoire, ses verts stridents et ses rouges sang, ses gris de fer et ses jaunes troubles mêlent mécaniques naturelles, spores géantes, chairs à vif, bouillons de culture de fous, tous éléments mêlés jusqu'à la chair devenue roche d'Eve veille.

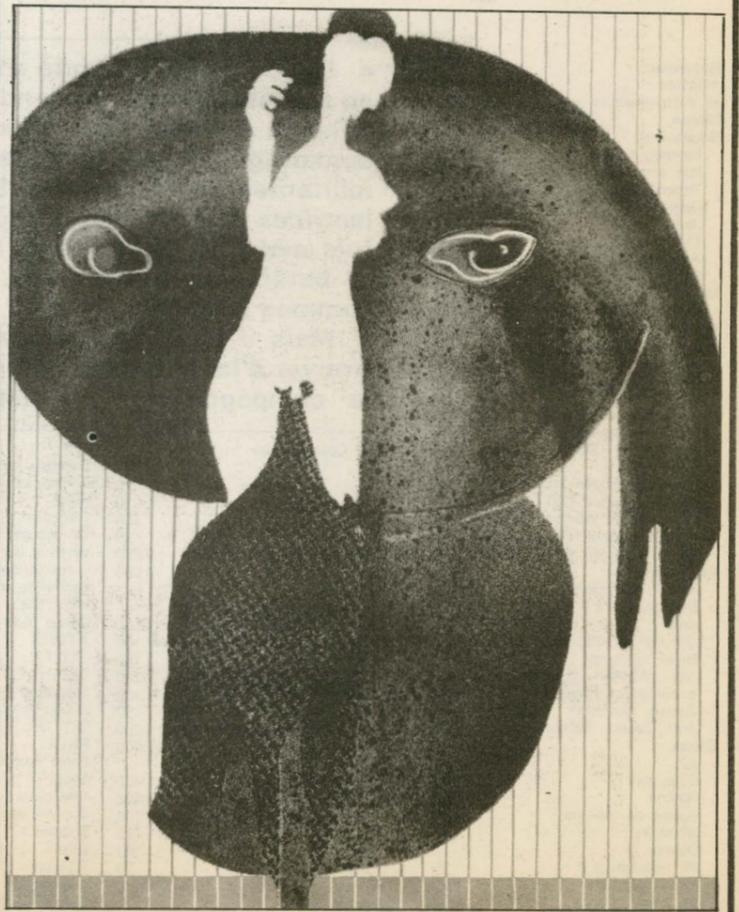
Niveau suprême du primitivisme, cette peinture ne se laisse pas déchiffrer. Certes, son obscurité est celle d'une conscience, du désordre et du vertige d'un moment de civilisation. Mais elle s'oppose au chaos qu'elle expose en l'interrogeant. Magique, elle semble faite pour inquiéter, s'inquiéter. Elle contient à la fois comme la menace, la nausée et la joie. Elle est notre oracle de Delphes.

### Jean Pons, sorcier lucide

Le peintre majeur, trop peu connu, qu'est Jean Pons peut se découvrir dans son œuvre foisonnante et envoûtante grâce à trois expositions simultanées (4) : Chez Michel Ozenne, passage Véro-Dodat, les œuvres les plus récentes (et un film vidéo sur le peintre) ; au Lieu d'Images, un large choix d'œuvres des dernières années, plus des tableaux jalons rétrospectifs ; enfin à Plume-Pinceau, un éblouissant choix de dessins, jamais exposés.

De la même génération que Matta, mais œuvrant plus tard parce que longtemps peintre-ouvrier, Jean Pons développe son œuvre comme Arp, en un parcours autonome, dont les phases n'ont cessé de s'accélérer, de se bousculer les unes sur les autres.

Parti de l'abstrait géométrique comme d'une géologie dont il a expliqué — ce qui vaut bien au-delà de lui-même — qu'elle était un refus de regarder l'être humain après la révélation de l'horreur des camps de concentration, il est très vite devenu un abstrait lyrique, singulier en ce



Jean Pons, 1983

que ses œuvres étaient comme des figures de la planète à son ère de bouleversements telluriques, d'affrontements d'eau et de feu.

Les figures humaines sont réapparues chez lui alors que la guerre froide jetait la terreur atomique sur le monde. Et ce furent les *Désintégrés*, peinture noire qui se retourne en 1968. Il faut voir, au Lieu d'Images, ses *Lueurs de mai*, peintes en avril 1968 et qui sont bien propres à faire penser sur ce qu'est l'hypersensibilité artistique à l'atmosphère sociale.

A partir de là, le peintre Jean Pons illustre une reconquête de la confiance de l'homme en lui-même. D'abord, c'est le *Mitrailomachie*, images très « abstraitisées », mais en cela d'autant plus fortes, d'affrontements qui mêlent le terrifiant et le grotesque, bien propres à notre temps. Puis le cheval intervient, dans sa symbolisation contradictoire d'animalité dans et hors de l'homme. Cette démarche-là est celle même des grands primitifs de la préhistoire, quoique appliquée à une tout autre problématique.

Au-delà, le cheval se métamorphose, se colore de façon aussi peu naturaliste que les cerfs des Huicholes, pour finalement se changer en tablature d'instruments de musique dans les *Chevaux-Jazz*.

Cette rencontre du peintre avec le jazz — musique « primitive » qui a fait jaillir une joie conquérante de la misère noire — éclaire le sens de jubilation de cette peinture qui en ses phases heureuses ne cache jamais l'envers du décor.

Enfin, les dernières périodes rompent avec l'agression des heurts

désharmoniques de la veille. La violence qui demeure dans cette peinture de force se fait latente, n'est plus que celle du désir qui multiplie ses signes exubérants dans les toiles noires et les *Buffets d'orgues érotiques*.

Doù sourdent ces forces de vie ? L'analyse n'en est pas aisée. Mais il semble bien que ce soit des énergies profondes qui fondent l'espoir au travers des duretés et des folles contradictions de ce monde nôtre.

Il se peut que le primitivisme de l'art moderne, dont Jean Pons est un magnifique exemple, soit le témoin du si difficile et si douloureux accouchement du monde à venir. Un autre art ne serait possible qu'après la naissance de ce monde dans la résolution des contradictions humaines.

Michel Lequenne

1. Au Centre culturel du Mexique, 47 bis, av. Bosquet, jusqu'au 12 mars, du lundi au vendredi de 10 h à 18 h, samedi de 12 h à 18 h.

2. Au Centre Pompidou, salle d'art graphique, 3<sup>e</sup> étage, jusqu'au 28 mars, tous les jours sauf le mardi de 12 h à 22 h et samedi de 10 à 22 h.

3. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard. Mardi au samedi 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

4. Galerie Michel Ozenne, 22, passage Véro-Dodat, Paris 1<sup>er</sup> ; au Lieu d'Images, 27, rue Bichat, Paris 10<sup>e</sup> (métro Goncourt) ; galerie Plume Pinceau, 3, rue des Orfèvres, Paris 1<sup>er</sup> (Châtelet) ; les trois expositions jusqu'au 26 février.



● Vendredi 23 h (A2), *Moi, un noir*, de Jean Rouch. En suivant « Tarzan » et ses copains en virée

dans Treichville, ce faubourg poussiéreux d'Abidjan, Rouch réalisa peut-être le seul film africain de la

« nouvelle vague »... On songe souvent aux Chabrol, Godard et Rivette des débuts...

● Dimanche 20 h 40 (TF1), *Max et les ferrailleurs*, un film de C. Sautet avec Piccoli, Romy Schneider et B. Fresson. Des thèmes chers à Sautet, malaxés dans une intrigue faussement policière... Nouvelle cuisine !

22 h 30 (FR3), *Johnny Eager*, de Mervyn Le Roy, film noir inédit en

France, interprété par R. Taylor et Lana Turner.

● Mardi 20 h 40 (FR3), une « dernière séance » spéciale western, avec ce qui se fait de mieux dans le genre « série-B-bien supérieure-à-ce-qu'on-appelle-série-A »... *Le Trésor du pendu*, de John Sturges, avec R. Taylor et Richard Widmark, suivi de *Comanche Station*, de Budd Boetticher avec l'impavide Randolph Scott... Yeah !

● Jeudi 20 h 40 (FR3), *Le Couteau dans la tête*, film allemand de Reinhard Hauff avec Bruno Ganz et Angela Winkler... J'ai vu ça dans un festival il y a quelques années et même si je n'en ai pas gardé un souvenir impérissable, j'ai au moins conservé l'impression que j'avais vu un film allemand intéressant (ce qui n'allait pas encore de soi à cette époque-là...).

M. Laszlo

**SOUSCRIPTION 1 000 000 F : dernière ligne droite**

# 15 jours pour réunir 400 000 f

● La souscription a pris son envol : nous en serons à 600 000 F quand vous recevrez « Rouge ». Cela veut dire qu'après un démarrage un peu lent, les militants et militantes de la LCR, les lecteurs et les lectrices de « Rouge » se sont encore une fois mobilisés pour réunir les moyens de la bataille politique dans laquelle nous sommes engagés.

● Mais il nous reste encore 400 000 F à trouver d'ici le premier tour pour financer la campagne des 81 listes que nous

présentons avec Lutte ouvrière.

● C'est un objectif à notre portée, si la mobilisation en cours se poursuit sans relâche dans les deux semaines qui viennent.

● C'est une nécessité, financière et politique. Du succès de cette campagne dépend aussi notre capacité à gagner durablement la confiance de nombreux sympathisants qui, pour la première fois souvent, nous soutiennent et agissent aujourd'hui avec nous.

<b>Besançon</b>	
militants	405
et sympathisants	740
<b>Nîmes</b>	
<b>Strasbourg</b>	
Meeting Krivine	1 180
Pop com	100
Timimi	100
Denise	100
Joël	400
CV	300
Anonyme	500
Section	4 500
<b>Montpellier</b>	
Ecole normale	350
<b>Dijon</b>	
France, enseignante de Besançon	100
Anne-Laure et sa mère	200
Enseignant	100
Un copain de Patrick	150
Robert et Annick	100
Récolté par Odile	100
<b>Lorient</b>	
Ecole émancipée Morbihan	150
Hôpital, militant CGT	100
Communaux, militant CFDT	190
Caisse épargne militant CFDT	900
Caisse épargne militant CFDT	160
<b>Chambéry</b>	
Parents de militant	100
Enseignant	100
Anne	100
Christian, Alsthom	50
Philip, Alsthom	350
Alain, Alsthom : contre le cottisme primaire	50
Gérard, Alsthom	25
Jean-Claude, Alsthom	50
<b>Dreux</b>	
AZ	200
Deux ex.	150
Nadine	300
Agent de maîtrise	90
Infirmière	95
Ouvrier	4
PC, éducateur	50
MC, chômeuse	150
BK, PS	100
BR nantais	100
MP Blois	50
Pour arrondir	1
<b>Amiens</b>	
FD 13	90
Cellule enseignante	690
Section Martigues	500
Cellule ASSEDC	100
<b>Tarbes</b>	
Jacques	100
Christine	100
Ghislaine	100
<b>Perpignan</b>	3 950
<b>Beauvais</b>	
Pascal et Maryse, enseignants	100
Bernard DBA	50
Dominique, institutrice	200
Christine, institutrice	10
<b>Toulouse</b>	
Gaston	100
Rubens	100
Sympathisants Rangueil	150
Cellule SNCF	400
Francis CHR	100
Didier, CHR	100
Christine, CHR	100
Bernard et Benoît, CGT	100
Antonette, CHR	200
Anonyme	150
Flo	200
Cellule PTT	500
Marie-Françoise, CHR	200
Collecte librairie	87
Pour arrondir	13
<b>Poitiers</b>	
Collecte meeting Krivine	1 300
Cellules et comité de soutien	1 434
Anonyme	150
<b>Reims</b>	
Annick	100
Noël	700
Simone	100
Thierry	100
Colette, Jean-Marie	400
Pierrot P	150
<b>Alès</b>	
Robert, cheminot	200
Jean et Paulette	300
Michel	350
Cellule d'Alès	1 000
Pour la liste des révolutionnaires à Alès	500
<b>Grenoble</b>	
anonyme, trouvé dans la boîte aux lettres	500
<b>Bourges</b>	
Section	2 000
Sophie	100
J-Pierre	100
Alain	100
<b>Angers</b>	
Nicole	100
DV	3 000
DL (CPD)	100
<b>Dunkerque</b>	
Alain, enseignant	150
Brice Rochat, enseignant	50

LEP Coudekerque		EDF	650	Education surveillée	30
AR	20	Enseignants 13*	500	Ville de Paris	300
AD	20	Jussieu étudiants	2 440	Sécu	250
MW	10	HLM	1 860	Equipement DRE DF 78	1 270
MF	100	Françoise G, sympathisante	100	Trappes	
SL	20	Un militant PCF, pour l'expression de tous les courants révolutionnaires	50	Martine	300
<b>Bourgogne Franche-Comté</b>	9 883	Berthelina, camarade Bordeaux	150	Jean-Christophe	500
<b>Poitiers</b>	4 050	PTT PLM	350	Patrice	200
Jacqueline G, enseignante fac de sciences	500	PTT ouvert PTT	350	JF, cheminot	40
Edmond C, prof fac de lettres	100	ATOSS	1 100	Chantal	20
Jean T, prof fac de lettres	100	PTT 10*	420	Philippe	10
Jean F, prof fac de lettres	200	BNP	200	Christine	100
Louis B, instit retraité	100	Sorbonne	60	Catherine	50
Eric, fac de lettres	150	Enseignants 18*	900	Jean-Christophe	30
Marie-Ange B, maîtresse int.	200	PTT 18*	100	M., automobile	100
Suzanne (1 <sup>er</sup> envoi)	3 000	RATP	120	Gilles	400
<b>Bordeaux</b>		Cellule St-Quentin	200	FD 92	
Un traminot bordelais	200	FD 92		Meeting Krivine fac Nanterre	125
Un électricien bordelais	400	Sécu	210	Amis de la Terre, Rueil	250
JV, enseignant Ambares	100	Ville paris	10	Cellule Bourhis, Rueil	100
Michel	100	Ste Anne	50	Nanterre, Christine	100
Jean-Louis	100	Presse	110	Cellule ANPE	
Philippe	100	Divers	30	Dominique et son frère	300
France	50	Télécoms Didier	200	SG St-Cloud, père d'un candidat	100
<b>Bayonne</b>		Lucien	300	Didier	100
Martine, Barritz	300	Cellules Affaires sociales	720	Malakoff	
Martine, Hendaye	100	PTT, Montpamasse		Cellule instit	200
Serge	50	Hervé, un démocrate	100	cellule INSEE	664
Michel	200	Evelyne	20	cellule Thomson	1 100
Sylvette	400	Alfred	50	cellule LEP, Gilles	100
Raymond	50	Nadine	20	Yannick, Geneviève, toujours eux !	180
Sylvie	100	Gégé	10	Cellule	400
Section Bayonne	5 050	Brigade B : Christine, Denis, André, Marie-Claire, Jocelyne, Christine, Didier, Emma, Jérôme, Michel, Pascal	110	FD 93	
		Philippe	40	Cellule HP	200
		Agriculture MD	50	Encore le médecin progressiste du 93	400
		MMM	30	Villetaneuse	145,30
		Pitié AP		Idem	520
		François	100	JS	250
		Malcolm	430	Télécoms 93	140
		Léa	150	FD 94	
		Raymond	100	Créteil	500
		Collecte PTT Paris 5*	433,45	Sympathisants préfecture (G, M, S, Y, E)	700
		Militant sympathisant	200	Cellule Cachan	150
		Trois camarades CGT		Vitry LEP	143
		imprimerie de la presse	90		
		A. M. Conderq	50		
		Wichard	50		
		PL Assurances	50		
		ML	50		
		PDC	50		
		MG	50		
		NP	100		
		AR	100		
		CP	100		
		Sympathisants finances	450		
		Sympathisants assurances	50		
		Lucien	250		
		Encore les sympathisants de la Samar	65		
		Louise, Samaritaine	50		
		Thierry, la voix des travailleurs	500		
		Compagnie bancaire	50		
		Maryse, sympathisante de la mutuelle	70		
		Militants de Sciences Po	200		
		Militants CGTW Paris 16*	200		
		Sympathisants de la BDF	200		
		Société générale, sympathisants	125		
		Encore Société générale	30		
		De l'imprimerie de la presse	50		
		Impôts	820		
		SNCF	300		
		Tolbiac	700		
		Yon Sosa	900		
		Hachette	860		
		EDF	100		
		Jussieu étudiants	800		
		Enseignants	200		
		Jussieu personnel	600		
		HLM	500		
		Tolbiac	1 700		
		BNP	900		
		PTT 18*	1 300		
		Archi	550		
		CL	300		
		Journalistes	1 800		
		PTT 10*	300		
		Télécoms	100		
		PTT Inter	350		
		SETE	250		

<b>Caen</b>	
Philippe, instituteur	100
Nicole, sympathisante	150
Marie-Dominique, éducatrice	50
<b>Argenteuil</b>	
Meeting	780
Philippe	100
Vente BB ARG	10
Suite meeting	188
Section	3 000
Annie	100
Pierre	200
Come	100
Canard, Loulou, Couture	25
Pascal, Sylvie, Raclette	100
Maurice	100
« Pour que la Ligue meure, et que naisse un parti ouvrier révolutionnaire, pour que Rouge change de titre », Christian, Catherine, Bezons	200
Catherine, Bezons	200
<b>Le Mans</b>	
Section	1 570
<b>Lyon</b>	
Michel et Eiane	200
Bernadette R, impôts	500
Michel	250
Denis, SNCF Perrache	50
Alain, idem	10
Claude, idem	100
Jean-Paul, télécoms	300
Denis, télécoms	200
Sympa. MSA	70
Enseignants	300
Collecte comité soutien	1 100
Patrick	400
Divers	150
<b>Metz</b>	
St-Dizier, Jean-Michel P.	100
St-Dizier, Catherine B.	100
<b>Limoges</b>	
Emmanuel, enseignant	50
Catherine	400
Jean-Marc et Emlyenne	100
<b>Toulouse</b>	
Cellule SNCF	250
Cellule PTT	200
Francis, Valence-d'Albigeois	500
Cellule hôpitaux	200
Sympathisante Rangueil	200
Collecte SANOFI	105,20
Yves	500
Pour arrondir	44,80
<b>Le Havre</b>	
Cellule PTT	230
JPB, symp. santé	100
Symp ens. collège J.-Moulin	50
CT, trav. Renault Sandcruille	10
<b>Le Havre, meeting Krivine</b>	
AF et son copain symp PTT	400
AG, instit Le havre	100
JL, travailleur mairie	300
NL, symp. ens.	100
Conseiller d'orientation	200
CN, technicien Renault	100
Collecte fin meeting	510
<b>Nantes</b>	
Cellules	1 000
Jean-Paul, INSEE	110
« Pomme continue » !	100
JYR, sympathisants santé	100
M.F. et J.-M.P., sympathisants	100
JP H, animateur	250
André P.	300
B. Christine, étudiante	50
Dominique	100
Cellule PTT	200
Cellule santé	300
<b>FD 13</b>	
Cellule Nord	200
Cellule enseignante	65
Section Martigues	400
Cellule Huveaune	250
Cellule recherche	250
Cellule instit	20
JCR	30
Cellule Huveaune	500
Cellule Timone	300
Cellule enseignante	110
Périgueux, Tonton	20
<b>Morlaix</b>	685
<b>Amiens</b>	3 000
<b>Rouen</b>	
Pierre, cheminot	200
Cellule SNCF	170
JM, pompier	50
Ghyslaine	100
François, EDF	450
Michel, Sécu	200
Michelle, instit	250
Alain, Sécu	100
JP, cité administrative	150
Catherine, Sécu	200
Pascal, EDF	150
Cellule Barentin	100
Lucien	100
Bédé	50
Pascale	50
Brigitte	100
Pepel	200
Paule, HP	100
Jean-Claude et Béatrice, cheminot + HP	200
VB, cheminot	30
<b>Agén</b>	
Section	2 400

**Vendredi 4 mars**  
à la veille du 1<sup>er</sup> tour

**GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE**

Ligue communiste révolutionnaire

avec  
**Arlette Laguiller**  
et **Alain Krivine**

**20 heures**  
Square de Choisy

Sous-châteaueu

**Vendredi 4 mars**  
à la veille du 1<sup>er</sup> tour

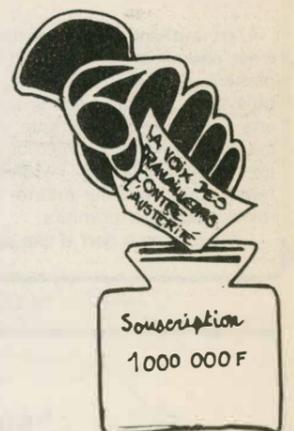
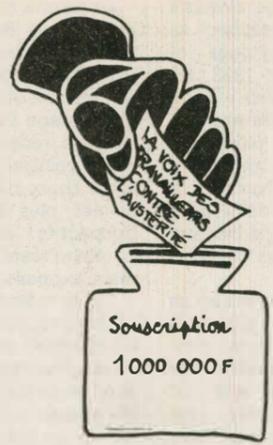
**GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE**

Ligue communiste révolutionnaire

avec  
**Arlette Laguiller**  
et **Alain Krivine**

**20 heures**  
Square de Choisy

Sous-châteaueu



Je souhaite m'associer à la campagne municipales

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse ..... F

je verserai ..... F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)

**A retourner à Michel Rousseau,**  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

**NOM** .....

**Prénom** .....

**Profession** .....

**Adresse** .....

Total collecté par les cellules de la LCR	144 904
Reçu à Montreuil	3850
<b>Total semaine</b>	<b>148 754</b>
<b>Ancien total</b>	<b>385 790</b>
	<b>534 544</b>